



MASTER SCIENCES SOCIALES

Parcours « Sciences Sociales Appliquées à l'Alimentation »

MÉMOIRE DE PREMIÈRE ANNÉE

Alimentation durable : un enjeu social pour la précarité

Présenté par :

Marjorie Rousselle

Année universitaire : **2022– 2023**

Sous la direction de : **Anne Dupuy**



MASTER SCIENCES SOCIALES

Parcours « Sciences Sociales Appliquées à l'Alimentation »

MÉMOIRE DE PREMIÈRE ANNÉE

Alimentation durable : un enjeu social pour la précarité

Présenté par :

Marjorie Rousselle

Année universitaire : **2022– 2023**

Sous la direction de : **Anne Dupuy**

L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e).

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je tiens à remercier sincèrement Anne Dupuy pour ses encouragements, ses conseils éclairés, l'inspiration qu'elle m'a apporté tout au long de l'année même en dehors de ce mémoire et, malgré de nombreuses responsabilités, sa disponibilité que je n'ai pas toujours osé saisir.

Merci également à Christophe Serra-Mallol pour sa sagacité et son coup de pouce qui m'a permis de créer un déclic méthodologique.

Mes parents, famille et ami.e.s qui ont fait preuve d'écoute, de soutien et de compréhension face à la distance physique et mon indisponibilité.

Mes colocataires, pour leur bonne humeur constante, pour les petits plats déjà préparés où il n'y a plus qu'à mettre les pieds sous la table, pour les discussions enflammées autour de sujets d'alimentation et de politique, pour leur soutien moral au quotidien.

Merci à l'épicerie ESOPE de m'avoir ouvert ses portes, à Chloé sa responsable pour son partage d'expérience.

Un chaleureux merci à mes deux enquêtées de l'épicerie solidaire pour avoir accepté de se livrer sur un sujet non pas des plus faciles et pour votre confiance.

Pierre et Camille pour m'avoir nourrie, logée, blanchie et leur aide sans limite durant ces débuts difficiles à Toulouse, un merci infini.

À mes camarades et surtout ma petite Juliette pour ta chaleur, ton aide, ta motivation et ton énergie qui porte, au-delà d'une classe entière, ce avec beaucoup d'humilité. Tu m'impressionnes.

Merci aux M2 pour leur partage et particulièrement à Léa que je n'aurais vu que trop peu de fois.

Le CHSD et Martine de m'avoir permis cette reprise d'étude.

Sans oublier bien sûr mes anciennes collègues et leur prise de nouvelles fréquentes qui font du bien.

Last but not least, Quentin, pour son soutien quotidien et sans faille face à ces montagnes russes émotionnelles, mes doutes et mes inquiétudes de réussite, ça doit donner le tournis.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION GÉNÉRALE	7
PARTIE 1 : EXPLORATION DU CONTEXTE	8
<i>CHAPITRE 1 : DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE</i>	<i>9</i>
<i>CHAPITRE 2 : ...PAR UN ÉTAT D'URGENCE ALIMENTAIRE QUI DURE</i>	<i>14</i>
<i>CHAPITRE 3 : ...À L'ACCÈS DURABLE À L'ALIMENTATION</i>	<i>24</i>
PARTIE 2 : PROBLÉMATISATION	28
<i>CHAPITRE 1 : MISE EN PROBLÉMATIQUE</i>	<i>29</i>
<i>CHAPITRE 2 : HYPOTHÈSE 1 : De l'injonction à la disqualification</i>	<i>33</i>
<i>CHAPITRE 3 : HYPOTHÈSE 2 : Précaires, diplômés, engagés</i>	<i>41</i>
<i>CHAPITRE 4 : HYPOTHÈSE 3 : Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation</i> ..	<i>45</i>
PARTIE 3 : MÉTHODOLOGIE PROBATOIRE	50
<i>CHAPITRE 1 : MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNÉES</i>	<i>51</i>
<i>CHAPITRE 2 : PROPOSITION DE PROTOCOLE</i>	<i>58</i>
CONCLUSION GÉNÉRALE	68
BIBLIOGRAPHIE	70
TABLE DES ANNEXES	74
TABLE DES FIGURES	87
TABLE DES MATIÈRES	88

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Aujourd'hui, le thème de l'alimentation durable connaît une place prépondérante dans notre société moderne. Les derniers rapports du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC) peut chez certains créer un rapport aliénant face à notre alimentation en induisant la création de nouvelles normes difficiles à suivre.

Mon parcours professionnel et personnel m'a amené à m'intéresser au sujet de la précarité alimentaire, tant du point de vue du producteur agricole que du consommateur. Mes différentes lectures ont introduit dans mon vocabulaire la notion de violences alimentaires et du caractère potentiellement injonctif de l'alimentation saine et durable. Ceci fait écho à un sentiment qui m'a longtemps suivi lors de mon exercice professionnel. Les recommandations nutritionnelles et environnementales ne sont aujourd'hui pas adaptées aux populations défavorisées. L'accès à cette alimentation de qualité relève du parcours du combattant et met parfois en péril la dignité du choix et peut mettre en avant une certaine captivité alimentaire.

Discuter de l'alimentation durable au regard de la précarité soulève bon nombre de points pouvant être explorés. Il pourrait s'agir d'interroger la répartition inégales des denrées à échelle mondiale ; ou de la précarité alimentaire qui réside dans le milieu agricole ; ou bien de traiter du sujet de la qualité nutritionnelle et des carences induite par l'hypertransformation et hyperindustrialisation ; ou encore questionner la place prépondérante de la protéine d'origine animale dans les assiettes des mangeurs les moins aisés ; il aurait également pu s'agir de la question du gaspillage alimentaire et des déchets à échelle familiale ; ou encore des conduites alimentaires du fait maison, d'autoproduction et de la consommation du local. Le paysage est vaste.

C'est par une approche sociologique que ce mémoire se concentre autour des nouvelles formes de précarités induites par la question de l'alimentation durable. Il ne s'agit en aucun cas de pointer du doigt cette notion mais plutôt de se questionner en quoi celle-ci peut-elle être un frein ou un levier contre la précarité.

PARTIE 1 : EXPLORATION DU CONTEXTE

CHAPITRE 1 : DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE...

1. L'alimentation durable

1.1. Définition de l'alimentation durable et ses enjeux

La nécessité de passer à des régimes alimentaires et des systèmes alimentaires plus durables est de nos jours évidente mais pas simple à réaliser. La définition de la FAO met en évidence cette complexité et précise que la durabilité des régimes alimentaires va au-delà de la nutrition et de l'environnement pour inclure les dimensions économiques et socioculturelles :

« Les régimes alimentaires durables sont des régimes alimentaires ayant de faibles conséquences sur l'environnement, qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les régimes alimentaires durables contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, sont culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines. »¹

Ces recommandations se traduisent par exemple par le fait d'adopter un régime principalement végétarien, la réduction de viande rouge, des aliments ultra-transformés et des boissons sucrées, de mettre l'accent sur les aliments locaux et saisonniers et la réduction du gaspillage alimentaire.

L'alimentation durable contribue aux quatre piliers de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation et stabilité.²

1.2. Dynamiques alimentaires écologiques

De la part d'une partie croissante des consommateurs, les attentes en matière d'alimentation sont désormais d'ordre environnemental et social, et véhiculent des valeurs sociétales et éthiques fortes en recouvrant un ensemble de problématiques très variées au regard d'une "consommation engagé" (Dubuisson-Quellier, 2009).

¹ FAO, *Biodiversité et régimes alimentaires durables*, 2010. Source : <https://www.fao.org/>

² <https://www.actioncontrelafaim.org/notre-expertise/securite-alimentaire-et-moyens-dexistence/>

Différentes classifications plus précises de consommateurs émergent selon les études. Elles interrogent tant la consommation de produits biologiques spécifiquement (Lamine, 2008), que celle des circuits-courts (Chiffolleau, 2019), des formes personnelles et d'engagement citoyen dit de "consom'action" (Vidal, 2011) et d'expression de l'"optimisation de soi" (Fournier et Dalgalarondo, 2017) ou bien encore plus largement les pratiques dites "écocitoyennes" des ménages visant à protéger l'environnement (Ginsburger, 2020). L'enquête Style de vie et environnement (SVEN) propose une vision quantitative globale de la structuration sociale des pratiques alimentaires durables. Elle donne à s'interroger sur les facteurs déterminants les disparités sociales de consommation et d'en mesurer et comprendre la distribution sociale des représentations et attitudes à l'égard de l'environnement des différentes catégories de la population.

1.3. Facteurs influençant l'accès à une alimentation de qualité

Tout d'abord, qu'entend-on par qualité ? Dans le domaine alimentaire, la qualité est en premier lieu associée au domaine sanitaire : un aliment de qualité est d'abord celui qui ne rend pas malade. Mais la qualité des aliments s'attache également à la classification faite entre ce qui est de l'ordre du mangeable et ce qui ne l'est pas, à titre fonctionnel mais aussi culturel (Fischler, 1990) : « *Ils doivent être bons à manger et bons à penser* » (Lévi-Strauss, 1964).

De nos jours, penser la qualité revient à considérer les modes de production émanant d'une agriculture durable, son impact sur l'environnement et les conditions d'emploi et de protection des travailleurs, en plus de la qualité sensorielle, microbiologique, chimique et nutritionnelle des produits. La notion de qualité est donc plurielle et renvoie à de nombreux acteurs économiques et sociaux et donc à une pluralité de secteurs.

Les déterminants qui conditionnent l'accès à une alimentation de qualité s'envisagent sous différents types d'accessibilité :

- financière et matérielle (revenus, logement et équipement, composition familiale) ;
- pratique (lieu d'habitation et mobilité possible) ;
- via l'information (niveau d'éducation) ;

- sociale et culturelle (relation et vie sociale, évolution de la situation socio-économique, habitudes culturelles, rythme de vie) ;
- par expérience et compétence (aptitudes à analyser, à décider et à changer, représentation du lien alimentation-santé, rapport à la nourriture, à la notion de plaisir et de goût, image corporelle).³

2. L'inquiétude des mangeurs

Quelles sont les préoccupations et les comportements de ces mangeurs ? La première pensée simpliste vient à considérer l'écologie comme un clivage entre les plus et les moins « écolos ». Il s'avère que les opinions exprimées sur les problématiques environnementales reposent avant tout sur deux attitudes distinctes : une inquiétude environnementale ou éco-anxiété, et une critique de l'inaction des pouvoirs publics et des entreprises, conjugué à une défiance vis-à-vis à la géo-ingénierie⁴ et de ses possibilités de recourir à la technique pour résoudre les problèmes environnementaux.

2.1. D'une hyper-responsabilisation...

Ces thématiques croissantes quant à la question de la durabilité de nos comportements et de leurs impacts sur notre santé et l'environnement sont créatrices d'une grande réflexivité des individus. Dans les campagnes de communications, la responsabilité des dégâts environnementaux apparaît comme étant avant tout le fait des ménages. Elles les invitent à construire "*self moral*" basé sur un nouvel "habitus écologique" (Ginsburger, 2020) et entraînant une hyper-responsabilisation.

On observe plusieurs formes d'hyper-responsabilisation, notamment environnementale : le consommateur devient responsable du climat : "*le changement climatique [...], une prise de conscience collective mais un passage à l'acte individuel encore insuffisant*"⁵. Mais aussi responsable de trier le flot

³ <http://www.alimentationdequalite.be/outils/modele-accessibilite.html>

⁴ « Géo-ingénierie, c'est parti ? », *Socialter*, vol. 56, février-mars 2023.

⁵ Rapport de campagne coordonnée par l'ADEME : « Réduisons vite nos déchets, ça déborde »

d'informations nutritionnelles et éthiques entraînant un brouhaha alimentaire (Fischler, 1990).

Le mouvement de « sobriété heureuse », initié par Pierre Rabhi et le Mouvement Colibris⁶, encourage à ce que chacun fasse sa part pour enclencher une transition écologique et sociétale. « Faire sa part, ensemble », en favorisant le passage à l'action de manière pourtant individuelle par l'engagement citoyen. La sobriété, un mot qui s'installe durablement dans notre vocabulaire depuis l'élocution d'Emmanuel Macron à Belfort en février 2022 concernant le plan de sobriété énergétique, reprend les codes de la sobriété initié par le Mouvement Colibri. Par sa déclaration, on entend que l' « on doit rentrer collectivement dans une logique de sobriété, dans laquelle on va demander à nos compatriotes de s'engager ».

2.2. ...à une frugalité sans intention

Cette responsabilisation peut chez certains acteurs sociaux être observée sous la forme d'une simplicité volontaire (Côté, 2008). Quant à une autre partie de la population, cette décroissance n'est autre qu'une frugalité sans intention qui répondrait plus à une notion de nécessité et d'obligation plutôt que d'opportunité et de choix.

Reprenons l'étude SVEN (2017) déjà citée plus haut, qui analyse les dimensions sociales et politiques de la transition écologique et souligne la diffusion large mais inégale des préoccupations environnementales. En confrontant les attitudes et les pratiques, elle met en avant une universalisation limitée en typologies de consommateurs décrits par quatre configurations : « le consumérisme assumé », « l'éco-consumérisme », « l'éco-cosmopolitisme » et « la frugalité sans intention ». Cette dernière qui nous intéresse ici, qui serait un profil peu pro-environnemental mais qui ont des pratiques consonantes avec un mode de vie frugal sans pour autant le revendiquer. Ils sont économes par nécessité mais pas par conviction, et ne consomment par exemple pas ou peu de viande ou bien cuisinent principalement des produits bruts qui pèsent moins lourd dans le budget alimentaire que les produits transformés.

⁶ <https://www.colibris-lemouvement.org/>

2.3. Focus sur une jeunesse éco-anxieuse et engagée

L'analyse de l'enquête SVEN déploie également le fait que, contrairement aux idées reçues, les jeunes générations ne sont pas plus « écolo-converties » que celles qui les précèdent et que la notion de « génération climat » ne correspond pas à une réalité. Cela ferait écho à l'analyse de Bruno Latour qui invite à douter de l'émergence d'une « nouvelle classe écologique » homogène (Latour et Schulz, 2022). Il confirme cependant une montée en puissance d'une conscience écologique, ce qui ferait le lit d'une « éco-anxiété ».

« [...] c'est vrai que j'ai du mal à parler d'écologie sans devoir arrêter vite parce que c'est trop pour moi. Comme ça me semble tellement énorme et tellement pas pris au sérieux par les personnes qui [le] devraient, [...], c'est très anxiogène d'en parler. » (M., étudiante et bénéficiaire ESOPE, Toulouse, extrait d'entretien du 28/02/2023, retranscription en annexe B)

Terme à la fois vague et en vogue, l'éco-anxiété se manifeste par une préoccupation élevée pour l'ensemble des sources de désordres environnementaux. Elle se nourrit de la dissonance cognitive entre nos modes de vie et la conscience des conséquences écologiques. Sa définition ne fait cependant pas consensus et n'est pas officiellement reconnue par le corps médical par son absence dans le DSM-5. Elle peut toutefois dessiner un mal-être généré par ce qu'on imagine de l'avenir et des catastrophes écologiques. L'éco-anxiété se différencie d'un autre néologisme, la « solastalgie » (Albrecht, 2003), un terme miroir à la nostalgie, qui se définirait comme la souffrance de voir son pays disparaître. Ce serait « un mal du pays sans exil » (Morizot, 2019).

Selon la sociologue et pédopsychiatre Leila Benoit, l'éco-anxiété ne doit pas être considérée comme une pathologie car cela reviendrait à individualiser le problème et encouragerait la société à ne pas en faire objet de conscience politique⁷. Pour éviter l'écueil de la pathologisation, on voit fleurir d'autres formules tel que « éco-

⁷ Leila Benoit mène actuellement une vaste étude sur l'impact du changement climatique sur le bien-être et la santé mentale des enfants et adolescents à l'université de Yale (États-Unis).

colère » ou « éco-détermination » qui serait en réalité une forme de prise de conscience née par l'éco-anxiété. Cette colère aurait un pouvoir de mobilisation et à l'instar de la « génération Thunberg », la catégorie des jeunes seraient effectivement plus sensibles à la condition écologique, notamment grâce à un accès à l'information facilité les réseaux sociaux.

Une enquête menée depuis 2021 par la Chaire Anca, *Je mange pour le futur*, a justement saisi l'opportunité du réseau social Instagram pour sensibiliser à la question de l'alimentation durable en proposant un programme immersif pour les 18-35 ans.⁸

CHAPITRE 2 : ...PAR UN ÉTAT D'URGENCE ALIMENTAIRE QUI DURE...

3. La précarité

3.1. Éléments de définition de la précarité

La précarité est caractérisée par une forte incertitude à conserver ou à récupérer une situation acceptable, le tout dans un avenir proche. Bien que sa définition s'avère complexe à établir, plusieurs lignes directrices renvoient cependant à la nécessité de parler de précarité en termes de « processus » et non « d'état ». Par mesure de facilitation de lecture, nous utiliserons le terme de « précarité » par lequel nous entendrons plutôt « processus de précarisation ». Elle se distingue de la pauvreté (Paugam, 2005) qui fige cet état de paupérisation. « *Tous les pauvres ne sont pas précaires [...] tous les précaires ne sont pas pauvres* »⁹.

Le travail est souvent la cause principale de son développement. La précarité est source d'un état de vulnérabilité et déborde dans toutes les dimensions de la vie sociale en créant des interférences avec la vie familiale et les échanges sociaux, les conditions de logement, de protection sociale, d'état de santé. Selon Robert Castel, cette zone de vulnérabilité met en avant une double fragilisation relative à la sphère de l'emploi et aux liens sociaux qui sont les deux principaux axes

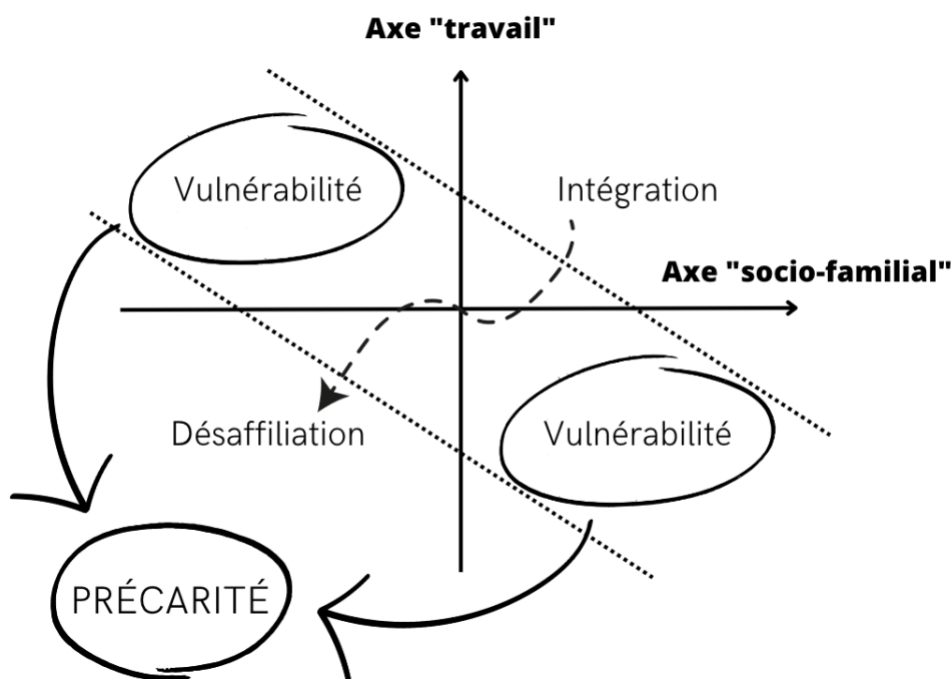
⁸ <https://chaire-anca.org/nosactions/je-mange-pour-le-futur/>

⁹ DUPUY Anne, 2022, cours « *Les nouveaux paysages de la pauvreté dans le domaine de l'alimentation et les stratégies alimentaires des personnes en situation de précarité* ».

d'intégration à notre société. Elle est pensée au sein de quatre déclinaisons de l'existence :

- Sphère de l'intégration : intégration sur le marché du travail et dans un réseau de proches ;
- Sphère de l'assistance : éloignement du marché du travail, mais intégration dans un réseau de proches ;
- Sphère de la vulnérabilité : fragilité des liens sociaux primaires et précarité sur le marché du travail ;
- Sphère de la désaffiliation : éloignement du marché du travail et isolement.

Figure 1 : De l'intégration à la désaffiliation¹⁰



La construction d'un indice de précarisation n'est pas chose aisée, cependant plusieurs indicateurs quantitatifs et qualitatifs permettent d'évaluer ce continuum de situation (Damon, 1998) et de marquer un seuil à la pauvreté. Des approches quantitatives ressortent notamment les indicateurs « monétaires », de « condition de vie », et « administratifs ». Les approches qualitatives sont plus subjectives mais

¹⁰ Schéma réalisé sur la base des travaux de Robert Castel par Marjorie Rousselle pour ce mémoire.

tendent à repérer des constantes quant aux perceptions et ressenti des conditions de vie, comme une difficulté à « boucler » les fins de mois ou les modalités de déclaration de la pauvreté (Poulain et Tibère, 2008).

Les travaux de Serge Paugam offrent des perspectives complémentaires à ceux de Robert Castel en mettant en évidence les processus de passage d'une situation d'intégration à une « disqualification » (Paugam, 1991) propres aux différentes formes de précarité. Il met en évidence la difficulté à percevoir les frontières entre les différentes zones.

Au regard des facteurs influençant l'accès à une alimentation durable, on peut alors parler non pas d'une précarité, mais de plusieurs précarités : précarité financière et matérielle, d'accessibilité pratique en termes de transport et d'offre alimentaire, d'accessibilité à l'information, et d'accessibilité sociale et culturelle notamment concernant la déstructuration des repas, des modèles alimentaires environnants, des normes de santé et représentations sociétales.

Les personnes les plus vulnérables se trouvent être les personnes seules, les familles monoparentales ou nombreuses, les femmes, les jeunes (étudiants et jeunes travailleurs), personnes issues de l'immigration, en situation illégale, les bénéficiaires d'aides alimentaires, de minima sociaux, les chômeurs (en fin de droits, ressources affaiblies), les retraités, personnes âgées, isolées, dépendantes, les ruraux, malades...¹¹

3.2. Précarisation et bifurcations alimentaires descendantes

Depuis plusieurs dizaines d'années, un sentiment d'appauvrissement des classes moyennes est très largement répandu en France (Duvoux, 2018). Les données d'enquête du Baromètre d'opinion de la DREES¹² pour la période 2015-2017 permettent d'explorer un sentiment de pauvreté plus subjectif, allant au-delà de la pauvreté monétaire, du non-emploi et des dispositifs d'assistance. Elle tend à montrer que le sentiment de pauvreté est attaché à un pessimisme pour l'avenir en lien avec un sentiment d'insécurité sociale. En ressort de ces analyses une difficulté

¹¹ DUPUY Anne, 2022, cours « *Les nouveaux paysages de la pauvreté dans le domaine de l'alimentation et les stratégies alimentaires des personnes en situation de précarité* ».

¹² DREES : Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques.

à se projeter dans l'avenir et la maîtrise de trajectoire sociale, due aux transformations contemporaines et conjectures actuelles.

Le reste à vivre représente ce qu'il reste à un ménage après le paiement de toutes les charges fixes mensuelles. La hausse récente du taux d'inflation¹³ a plombé le budget des ménages les plus modestes en entraînant une baisse du pouvoir d'achat. Le budget alloué à l'alimentation n'aurait cependant pas baissé mais les consommateurs se tournent désormais vers les produits de première nécessité au détriment des produits frais (loi d'Engel). Selon l'association Famille Rurale¹⁴, il manquerait 65€ par mois aux individus les plus précaires pour manger correctement ; et en cette rentrée 2022, 56% des étudiants déclaraient ne pas manger à leur faim¹⁵. L'alimentation est devenue la première variable d'ajustement pour boucler les fins de mois. À Toulouse, l'épicerie solidaire étudiante ESOPE a vu son taux de fréquentation passer de 174 à 780 bénéficiaires de septembre 2022 à janvier 2023.

Hormis un tour d'actualité concernant ces derniers événements, on trouve à ce jour encore peu de revues de littérature en matière de sciences sociales. On peut imaginer une peur grandissante inhérente aux mutations des modes alimentaires dues à l'inflation, et ainsi en faire écho à la crise de la vache folle dans les années 1990 ou de la fraude à la viande de cheval en 2013. Ces crises touchent l'ensemble de la population mais avec une part plus prégnante chez les plus défavorisés, qui accèdent en général à des produits de moins bonne qualité, accentuant les préoccupations sanitaires autour de la malbouffe (de Saint Pol, 2017).

3.3. Un mot sur la précarité alimentaire des agriculteurs

Un des premiers constats est l'absence de recherche sur l'alimentation des agriculteurs (Marajo-Petitzon, 2014). On constate peu de revues de littérature sur le sujet hormis un élément relevé, donné pour symptôme potentiel, que les agriculteurs sont plus touchés par l'augmentation de l'obésité depuis ces 30 dernières années que les autres catégories socioprofessionnelles¹⁶.

¹³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122401>

¹⁴ <https://www.famillesrurales.org/observatoire-prix-2022>

¹⁵ <https://www.latribune.fr/economie/france/precarite-etudiante-56-des-etudiants-avouent-ne-pas-manger-a-leur-faim-934708.html>

¹⁶ Enquête Obépi (Enquête épidémiologique nationale sur le surpoids et l'obésité) menée par l'ANSES depuis 1997

Les lieux d'approvisionnement des agriculteurs, en grandes et moyennes surfaces, reflètent les tendances du consommateur urbain. Leur autoconsommation a quasiment diminué de moitié entre 1976 et les années 2000, passant de 35,7% (Grignon, 1986) à 19,3% (Cavaillet et al., 2009).

La présence de certains agriculteurs dans les dispositifs d'aide alimentaire fait alors surgir un paradoxe difficilement imaginable dans un pays développé comme la France, à savoir :

« Un système alimentaire productiviste qui a vocation à pouvoir nourrir un nombre croissant d'individus, et ne permet pas à certains agriculteurs produisant la nourriture, d'accéder à l'alimentation sans la médiation de l'aide alimentaire. » (Paturel, 2015)

4. Les aides alimentaires

4.1. État des lieux des aides alimentaires

Le paysage de l'aide alimentaire en France est un sujet qui a maintes fois été académiquement documenté et n'est pas le sujet de fond de ce mémoire, j'en ferai donc ici un rapide tour d'horizon. L'aide alimentaire est réalisée par plus de 9000 structures qui choisissent la forme de l'aide apportée : distribution de colis ou de repas chauds, restaurants sociaux où sont servis des repas, épiceries sociales où les bénéficiaires peuvent faire leurs courses, ou encore par la distribution de chèques et de bons. Ces aides sont fortement représentées par quatre grandes associations caritatives qui sont les seules bénéficiaires du FEAD¹⁷ et du PNAA¹⁸ :

- la Fédération Française des Banques Alimentaires
- les Restos du Coeur
- le Secours Populaire
- la Croix Rouge Française

L'ANDES (Association Nationale de Développement des Épiceries Solidaires) soutient la création et le développement des épiceries sociales et solidaires où sont

¹⁷ Fonds Européen d'Aide aux plus Démunis, anciennement PAED (Programme Européen d'Aide aux plus Démunis), désolidarisé depuis 2014 de la PAC devant la disparition des surplus agricoles

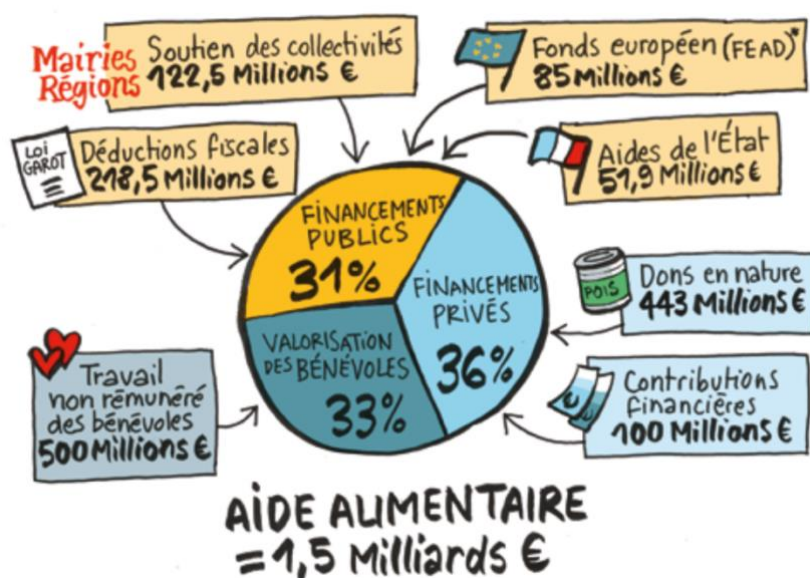
¹⁸ Plan National d'Aide Alimentaire (PNAA), créé en 2004 afin de compléter le PAED

proposés des denrées alimentaires à un prix plus bas que dans les commerces classiques. À Toulouse, l'épicerie sociale étudiante ESOPE¹⁹ a pour objectif d'aider les étudiants en difficulté financière à avoir accès à une alimentation saine, équilibrée et variée à petit prix (allant de -70 à -90%). C'est une jeune épicerie qui fête son un an depuis son ouverture en février 2022. Les produits proposés viennent principalement de dons de la plateforme Easydis, de Yoplait ou de producteurs locaux, complétés par des dons du Secours Catholique, des Resto du Coeur, de Saint Vincent de Paul et d'Union pour la Terre. La qualité des aliments y est très variable mais la plupart des besoins de base sont présents.

D'autres initiatives privées, plus minoritaires, font également partie du paysage des aides alimentaires : les associations spécialisées dans la récupération et la transformation de produits invendus, les cantines solidaires, les repas partagés, ou bien encore les jardins collectifs.

En 2018, le budget de l'aide alimentaire était de 1,5 milliard d'euros par an, 31% provenaient du financement public, 36% des financements privés et 33% de la valorisation du travail bénévole.

Figure 2 : Budget alloué à l'aide alimentaire en France en 2018²⁰



¹⁹ <https://ut1-esope.fr/>

²⁰ Source : Bande dessinée « Encore des patates », 3^{ème} édition, février 2022.

Qui sont les bénéficiaires de ces aides alimentaires ? Selon l'étude Abena²¹, menée par Christine César, on distingue différents profils de recours à l'aide alimentaire dont trois principaux :

- « dépendance à l'aide alimentaire » : ne mange presque que des produits distribués dans les associations, peut être conduit à « faire les poubelles » et n'effectue que de façon résiduelle des achats dans des commerces ;
- « assistance par l'aide alimentaire » : l'aide alimentaire constitue la composante principale, avec un maintien régulier des achats alimentaires en parallèle ;
- « soutien par l'aide alimentaire » : il y a articulation de différentes sources non marchandes d'alimentation comme la nourriture sortant d'échanges et d'entraide, l'autoproduction et aliments captés au travail.

4.2. Une situation d'urgence qui n'en est plus une

Le PEAD a été créé, initialement de manière provisoire, en réponse à l'explosion du chômage au virage des années 80, pour pallier ce besoin d'urgence. Un état d'urgence est par définition une « mesure exceptionnelle » qui n'a pas caractère à se pérenniser. Malgré cela, « *Les besoins en secours alimentaire ne cessent, d'année en année, de grossir* » (Le Crom, Retière, 2018) et ces aides se sont institutionnalisées. Il ne s'agit plus d'un coup de pouce, mais de la seule manière qu'ont plusieurs millions de personnes de se nourrir.

Selon une étude CSA réalisée pour la Fédération Française des Banques Alimentaires²², on ne dénombrait fin 2022 pas moins de 2,4 millions de bénéficiaires, soit trois fois plus qu'il y a dix ans, dont plus d'un tiers des personnes accueillies dans les structures d'aide alimentaire s'y rendent depuis moins de six mois. En cause : l'impact de la précarisation de l'emploi et de la pression sur le pouvoir d'achat.

²¹ https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/074000728.pdf

²² <https://csa.eu/news/qui-sont-les-personnes-accueillies-a-laide-alimentaire/>

4.3. La loi Garot

La loi du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire, dite « "Loi Garot »²³, a pour ambition de faire contribuer l'aide alimentaire à la fois aux enjeux de justice sociale et de lutte contre le gaspillage alimentaire. Elle doit permettre d'atteindre l'objectif fixé de réduire le gaspillage alimentaire de moitié d'ici 2025 en introduisant un certain nombre de mesures dont :

- la hiérarchie visant à privilégier les actions de prévention, puis d'utilisation dans l'alimentation humaine à travers le don ou la transformation, puis l'alimentation animale et enfin la valorisation énergétique ou le compost ;
- l'interdiction de rendre impropre à la consommation (par exemple en les javellisant) des denrées encore consommables ;
- l'obligation pour les distributeurs > 400m² de proposer une convention de don à une association habilitée.

Trois ans plus tard, en 2019, une étude²⁴ a été mandatée pour évaluer l'application des dispositions prévues par cette loi et envisager des éléments de réflexion et de recommandation en vue de l'extension de cette loi aux secteurs de la restauration collective et de l'agroalimentaire (EGalim). Il en ressort que des partenariats de longue date avaient déjà été mis en place avant cette loi, soit 64% des distributeurs interrogés, mais que la loi Garot a permis d'en couvrir 96% en 2019. Néanmoins, cette étude montre que les difficultés d'organisation des collectes persistent et ont déplacé la charge de valorisation des déchets des magasins vers les associations qui ne peuvent absorber cette charge. À ce titre, certaines petites associations locales ayant de faibles capacités de ramasse ont vu leur conventionnement remis en cause. Autre inconvénient soulevé par cette étude, une réelle baisse de la qualité des produits donnés, due à notamment deux facteurs :

- une politique de « stickage » arborée par les enseignes pour assurer une marge sur les produits à DLC courtes n'a fait qu'encore réduire le DLC des produits collectés en dons ;

²³ Loi n° 2016-138 du 11 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

²⁴<https://agriculture.gouv.fr/gaspillage-alimentaire-evaluation-de-lapplication-des-dispositions-prevues-par-la-loi-garot>

- par ailleurs, la diversité limitée des types de produits ramassés ne répond pas totalement aux besoins nutritionnels des bénéficiaires : on note une part importante de produits gras, sucrés et salés et un manque de fruits et légumes et de protéines animales.

Elle figure alors être plus un avantage, à titre de déduction fiscale, d'image philanthrope et d'organisation de revalorisation des déchets, pour les grandes enseignes plutôt que pour les associations.

4.4. Le choix du non choix et qualité des aliments

Au travers des quelques éléments présentés plus haut, nous pouvons constater que le choix de la diversité et de la qualité n'est souvent pas maître-mot des dispositifs d'aide alimentaire. Faire « l'économie de la qualité » (Karpik, 1989) est une notion en socio-économie qui désigne des situations dans lesquelles l'ajustement entre l'offre et la demande ne passe pas par le prix mais par le jugement sur la qualité d'un produit. Rappelons que la qualité des aliments s'attache à la classification faite entre ce qui est de l'ordre du mangeable et ce qui ne l'est pas, à titre fonctionnel mais aussi culturel (Fischler, 1990). Avoir la capacité "d'ajustement entre l'offre et la demande" sous-entend alors d'avoir la capacité d'avoir le choix. Mais en réalité qu'est-ce que choisir ?

« Il s'agit de convictions profondes de personnes pour lesquelles leur bien-être dépend de leur possibilité à réaliser ce choix de vie pour se sentir en paix avec les valeurs morales de leur religion, ou d'autres croyances, ce qui rend possible l'unité entre le corps et l'esprit [...]. » (Bonzi, 2019)

Bénédicte Bonzi exprime ce principe d'identités et de pratiques culturelles au sein des aides alimentaires au travers d'exemples comme le choix du végétarisme, de manger halal, mais aussi des difficultés rencontrées quand l'aliment donné ne relève pas de sa culture culinaire. Elle cite l'exemple du chou-fleur donné à une femme africaine qui ne savait *a priori* pas le cuisiner et à qui elle lui a donné des conseils de préparation. Avec du recul, la situation l'a quelque peu gênée :

« Toutefois, il semble important de ne pas forcer au voyage, le droit à l'alimentation a cette déclinaison de devoir correspondre aux pratiques culturelles, car il ne s'agit pas uniquement de remplir un estomac mais de nourrir un être dans sa complexité [...] » (Bonzi, 2019)

“Il ne s'agit pas uniquement de remplir un estomac”. C'est une notion que Magali Ramel reprend également dans sa thèse sur le droit à l'alimentation, « *l'alimentation est bien plus qu'un ventre à remplir* » (Ramel, 2022). Elle soulève la question de la dignité par glissement du « droit à manger » vers « manger dignement », non pas ici par le fait sociologique mais par le champ du droit, de façon à renouveler les pratiques face à la précarité alimentaire. La définition que fait Jean Ziegler (2003) du « droit à l'alimentation » donne également état du respect de la qualité et quantité adéquat et suffisante correspondant à la culture d'un peuple. Alors quand les valeurs d'un individu tendent à adopter une alimentation durable, la précarité hétérogénéisante est-elle une excuse de non accès à la qualité ?

Conclusion :

Malgré la multitude et diversité des aides alimentaires (« une solidarité en miettes »), les pratiques alimentaires des populations précaires demeurent mal renseignées. Il est non pas moins intéressant et important d'interroger les considérations, le vécu des situations et de leur évolution pour faire un état des lieux complet de la précarité alimentaire. Cependant, il en est que le sociologue peut rencontrer des difficultés de synthèse résultant de la disparité des terrains : possibilités et diversités des modes d'accès aux terrains, hétérogénéité des situations et diversité des réalités socio-culturelles et socio-économiques. La précarité est le reflet de réalités sociales extrêmement différentes. Documenter l'alimentation des personnes en situation de précarité reste alors un enjeu majeur de lutte contre l'exclusion sociale et les inégalités.²⁵

²⁵ DUPUY Anne, 2022, cours « *Les nouveaux paysages de la pauvreté dans le domaine de l'alimentation et les stratégies alimentaires des personnes en situation de précarité* ».

CHAPITRE 3 : ...À L'ACCÈS DURABLE À L'ALIMENTATION

5. S'engager dans une démarche engagée

5.1. Les démarches et recherches en cours

Plusieurs démarches sont d'ores et déjà engagées dans la question de l'alimentation durable, que ce soit à titre de recherche, d'expérimentation ou bien de démarche spontanée. Pour le champ de la recherche, la démarche URBAL²⁶ s'intéresse à l'identification d'indicateurs d'évaluation par les approches collaboratives. On retrouve également l'association VRAC²⁷ qui favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires et Opticourses qui est un programme de recherche-action de promotion de la santé par la question du budget de l'alimentation. À échelles locales, il existe nombreux circuits courts, AMAP, monnaie locale et supermarchés coopératifs. Et d'un point de vue plus institutionnel, la Loi EGalim pour la restauration collective, ainsi que des démarches engagées vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation en place à Montpellier et Dieulefit.

5.2. La démarche participative

La démarche participative renvoie aux « processus selon lesquels les personnes sont en mesure d'être impliquées de manière active et véritable dans la définition de points les concernant, dans la prise de décisions sur des facteurs affectant leur vie, dans la formulation et la mise en œuvre de politiques, dans la planification, le développement et la prestation de services ainsi que dans le processus d'action visant à un changement » (OMS, 2005).

Ce modèle est appréhendé en tant que démarche capable, grâce à l'implication des acteurs concernés dans le processus, de produire des connaissances et des pratiques sociales, mais aussi sa finalité de transformation sociale et de dynamiques d'émancipation (Maurel, 2010, Verrier 2017). Selon Christian Maurel, l'émancipation consiste à sortir de la place qui nous a été assignée par les origines et rapports sociaux. Aussi modestement que ce soit, une prise de parole en public, une pétition signée, un engagement dans un collectif serait vecteur d'émancipation,

²⁶ https://www.urbalfood.org/case_studies/montpellier-metropole-school-canteens-montpellier/

²⁷ <https://vrac-asso.org/>

elle-même facilitatrice de changement social. C'est en ce sens que la démarche participative, en donnant la parole aux concernés, est pertinente sur des questions qui touchent aux inégalités d'accès à une alimentation durable.

6. La Sécurité Sociale de l'Alimentation

6.1. Présentation de la Sécurité Sociale de l'Alimentation

La Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA)²⁸ est une réflexion en cours en France, portée depuis 2017, partant du constat que les impacts de notre modèle économique sont désastreux pour les conditions de production agricole et alimentaires actuelles ainsi que pour l'environnement. Comme vu dans le chapitre précédent, ces impacts sont de plus à l'origine de violences alimentaires en raison de l'absence de droit à l'alimentation durable et de la place de variable d'ajustement du budget pour les ménages précaires et les grandes surfaces grâce à la loi Garot. Cette réflexion est menée par différents acteurs de la société civile, portant sur la création de nouveaux droits sociaux visant à assurer conjointement un droit à l'alimentation, des droits aux producteurs d'alimentation et le respect de l'environnement, permettant ainsi de répondre aux multiples enjeux économiques, sociaux et environnementaux des productions agricoles et alimentaires. Cette réflexion imagine comment pourrait s'institutionnaliser l'ensemble du système alimentaire par l'organisation d'une démocratie alimentaire. En France, différentes organisations portent ce projet dont Ingénieurs sans frontière Agrista, le Réseau CIVAM²⁹, le Réseau Salariat, l'Atelier Paysan, la Confédération Paysanne, notamment. Ils se réunissent en 2019 pour créer le Collectif pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation.

Trois piliers fondent l'architecture du projet de SSA : l'universalité du processus, un conventionnement des produits accessibles organisé démocratiquement, et un financement assis sur une cotisation basée sur la valeur ajoutée produite par l'activité économique. Le collectif travaille ainsi à l'intégration de l'alimentation dans le régime général de la Sécurité sociale, tel qu'il a été initié en 1946. Concrètement, le projet se base sur le modèle du système de santé et propose une carte vitale de

²⁸ <https://securite-sociale-alimentation.org/>

²⁹ Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

l'alimentation donne accès à des produits conventionnés pour un montant de 150€/mois et par personne. Le conventionnement repose principalement sur des caisses primaires gérées démocratiquement au niveau local et articulées avec une instance nationale composée de membres représentants de ces caisses.

6.2. Les caisses alimentaires à Toulouse

Plusieurs démarches de SSA sont actuellement déjà engagées à échelle locale. Étant donné que le projet repose sur un financement par une cotisation sociale prise sur la valeur ajoutée produite par l'économie, les expérimentations locales actuelles ne peuvent expérimenter ce type de dispositif qu'au travers de cotisations internes à chaque caisse. La caisse est donc financée par les cotisations volontaires des membres, et complétée par des subventions publiques et privées. À ce jour, la France compte 23 initiatives locales et la Belgique une.

À Toulouse, la structure porteuse du projet est l'INRAE (UMR AGIR). Elle s'appuie sur différents dispositifs d'expérimentation notamment des méthodes participatives de conception-évaluation, des analyses statistiques ou bien des analyses de l'action individuelle et collective. Le projet de Caisse Alimentaire à Toulouse est subdivisé en quatre caisses réparties dans les quartiers des Pradettes, de Saint Exupéry, de Ramonville et de Toulouse Nord (Izards-Borderouge). Ces initiatives s'organisent dans un premier temps en caisses d'alimentation à l'échelle d'un bassin de vie, pour dans un second temps être articulées ensemble afin de former la Caisse d'Alimentation de Toulouse. Le projet se répartit en cinq phases :

- phase 1 : constitution d'un collectif de citoyens et de citoyennes de tous les milieux socioprofessionnels et culturels ;
- phase 2 : Formation aux enjeux du système alimentaire et aux pratiques démocratiques ;
- phase 3 : construction d'un cahier des charges et de la charte de fonctionnement de la caisse d'alimentation ;
- phase 4 : contractualisation avec les professionnels de l'alimentation ;
- phase 5 : caisse en fonctionnement, cotisations à la caisse et achat auprès des professionnels conventionnés.

La phase 1 du projet, dite de mobilisation citoyenne, a débuté en janvier 2023. Elle est ponctuée de temps de rencontre et repas partagés, d'ateliers de cuisine organisés par Cocagne Alimen'terre³⁰ et de projections de films³¹. La phase 2 débutera courant avril 2023 avec au programme : comprendre les causes des problématiques des systèmes alimentaires, rencontrer les acteurs du système alimentaire du territoire, pratiquer la démocratie directe, comprendre l'histoire de la Sécurité Sociale et comment s'organiser à l'échelle de son territoire.

³⁰ <https://cocagne-alimenterre.org/>

³¹ *La part des autres* réalisé par Jean-Baptiste Delpias, Olivier Payage (2019) et *La ferme à Gégé* réalisé par Florent Verdet (2021)

PARTIE 2 : PROBLÉMATISATION

CHAPITRE 1 : MISE EN PROBLÉMATIQUE

Ce travail de recherche a débuté avec plusieurs questions de départ, que j'ai pu affiner et préciser en une question plus globale :

Comment peut-on donner un accès durable à une alimentation durable à un public précaire sans que cela ne soit injonctif ?

J'ai pu mettre en réflexion ma problématique grâce à la revue de littérature exposée dans la première partie. Celle-ci reste néanmoins présentée de manière exhaustive car le sujet est très riche de données, il a fallu faire le deuil de ce trop plein d'informations pour me forger ma propre réflexion. Cette dernière a pu venir enrichir de données empiriques ma problématique également grâce aux multiples rencontres que j'ai pu avoir, que ce soit avant ce master ou bien par les rencontres provoquées spécifiquement pour ce mémoire.

Ce travail de conceptualisation et de mise en ordre de la pensée est passé par plusieurs articulations dont découlent les hypothèses exposées dans les chapitres suivants.

Concernant les données recueillies, j'ai pu réaliser différentes observations par de multiples voies de rencontre. En effet, il a pu s'agir d'entretiens enregistrés comme de moments moins formels avec notamment ma participation aux réunions de discussion à la mise en place de caisses alimentaires sur Toulouse, à la visite de l'épicerie solidaire ESOPE, à l'observation participante d'une maraude mais aussi à celle d'une fresque de l'alimentation³², sans oublier ma pratique de terrain durant mon expérience de diététicienne hospitalière qui m'a amenée à effectuer ce master. Je vous déroule ici mon chemin de réflexion.

J'ai tenu à exposer, certes de manière très exhaustive par impératif de rédaction, les travaux de Bénédicte Bonzi car ceux-ci ont fait partie d'un des points de départ à la réflexion de ce mémoire. J'ai en effet fait la rencontre de ses pensées lors d'une conférence-débat autour du sujet de la Sécurité Sociale de l'Alimentation pour laquelle je ne connaissais encore rien. Ce moment m'a permis de découvrir ses

³² <https://fresquealimentation.org/>

observations et analyses poignantes autour des banques alimentaires et de piquer ma curiosité quant au projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation que j'ai choisi de développer plus bas dans mes hypothèses.

Autre point de départ à ce travail est celui de ma pratique en tant que diététicienne hospitalière. Le milieu défavorisé dans lequel évoluaient mes consultations a contribué à mon sentiment de malaise quant aux recommandations et suivis nutritionnels de très loin adaptés aux problématiques alimentaires du public rencontré. Un sentiment d'injonction des recommandations, véhiculé par le corps médical ainsi que le système de santé actuel mais aussi ma pratique pour laquelle je n'avais sûrement pas suffisamment de recul, venait nourrir une plus forte mise à distance du patient à soigner donnant résultat à une inobservance thérapeutique. La position injonctive de la figure d'experte nutritionnelle, censée rendre légitimes les prises en charge, me dérangeait. Notons d'ailleurs ici le champ lexical de la tutelle qui ôte l'autonomie du patient (« patient à soigner », « inobservance thérapeutique », « prises en charge »). Ce constat est venu mettre en parallèle un fait de société rendant qui le veut légitime de critiquer l'alimentation de l'autre, en arrosant de recommandations plus ou moins flexibles, assommant le mangeur d'injonctions à « bien manger », quelles que soient sa culture et conditions de revenus, où il est mis là aussi sous la tutelle du regard sociétal.

A cela est venu s'ajouter un attrait personnel pour les questions environnementales et surtout agricoles, qui a pu être transposé à ces injonctions nutritionnelles déjà observées pour également toucher du doigt un autre malaise quant aux recommandations à une alimentation éthique.

Mais là naît une dualité : sous prétexte d'injonctions, faut-il pour autant ne pas trouver le moyen d'une justice sociale en donnant un accès équitable à tous à une alimentation durable ? Quelques propositions ont pu émerger de la littérature, notamment la notion de démocratie alimentaire que je présenterai dans les hypothèses à venir.

J'ai poursuivi mon état d'horizon hors de la littérature en allant visiter l'épicerie solidaire ESOPE et m'entretenir avec sa responsable Chloé Berrest. Je n'ai pas

enregistré l'entretien mais en ai pris quelques notes. La responsable a noté une forte consommation de fruits et légumes : pour une fréquentation de 300 étudiants la semaine de ma visite, 676kg de légumes ont été achetés, ce qui montre une attention pour la population étudiante à vouloir manger varier.

De cette visite, j'ai pu faire la rencontre de deux étudiantes bénéficiaires de l'épicerie solidaire, avec qui je me suis entretenue sous forme d'entretien semi-directif. Le guide d'entretien se trouve en annexe A et la retranscription complète du premier entretien en annexe B. Ces deux étudiantes ne sont évidemment pas figure représentative de toute la population estudiantine, mais de ces deux profils émanait un réel intérêt quant à la cause écologique et une attention portée à leur consommation alimentaire malgré la précarité.

Autre lieu de rencontre avec un autre public : les réunions de lancement de caisse d'alimentation solidaire et citoyenne à Toulouse. Basé sur le principe de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, il s'agit d'expérimenter une caisse locale par quartier où l'habitant a son droit à la parole et devient acteur de son alimentation. Quatre caisses se déploient actuellement sur Toulouse dans les quartiers de Saint Exupéry, Toulouse Nord, Pradette et Ramonville. C'est lors de ces réunions que j'ai pu faire la connaissance de Sarah Cohen, fondatrice de la SSA et plus particulièrement échanger avec A., un des moteurs à l'initiative d'une des caisses. Cet entretien n'a pas été enregistré mais le point principal mis en avant est la difficulté à mobiliser des citoyens qui ne se sentent pas directement concernés par l'alimentation durable.

J'ai également participé à une Fresque de l'Alimentation, qui pourrait d'ailleurs plutôt s'intituler Fresque de l'Alimentation Durable, au vu de la composition de l'animation orientée vers l'environnement et non de la santé ou de la culture par exemple. Cette fresque est inspirée du modèle de Fresque du Climat³³. Force était de constater que le type de public y participant était exclusivement féminin et surtout issu de classe sociale moyenne éduquée, allant de l'étudiante en école de commerce à la retraitée

³³ La fresque du climat est une association loi de 1901 française fondée en décembre 2018 dont l'objectif est de sensibiliser le public au réchauffement climatique. Du même nom, la fresque du climat est un outil dont la vocation est de sensibiliser un maximum de personnes à la compréhension des phénomènes du changement climatique.

cultivant son propre potager. Selon l'objectif fixé par cet atelier, à savoir « embarquer le plus grand nombre dans une transition alimentaire rapide et effective », le public cible n'était à mon sens pas atteint. Ceci a fait écho à ce que déplorait le bénévole interrogé de la caisse alimentaire. Se trouve en annexe C un visuel de la fresque établie en fin d'atelier.

Ma participation à une maraude alimentaire m'a aussi permis de toucher les limites quant au champ d'observation que je me suis sentie capable d'étudier et probablement en décalage avec les besoins des publics touchés par l'extrême pauvreté.

Face à ce premier tour d'horizon, revue de littérature et empirie, s'est dessiné une problématique qui pourrait se poser de la façon suivante :

En quoi l'alimentation durable peut-elle être à la fois perçue comme une nouvelle forme de précarisation et une solution face à la précarité alimentaire ?

Découlent alors trois hypothèses qui peuvent venir éclairer cette problématique :

- L'alimentation durable est une nouvelle forme de déclassement contemporain.
- La précarisation des diplômés accélère le mouvement de revendication de l'accès à l'alimentation durable pour tous.
- La Sécurité Sociale de l'Alimentation comme tremplin à l'autonomisation vers une alimentation digne et durable.

CHAPITRE 2 : HYPOTHÈSE 1 : De l'injonction à la disqualification

L'alimentation durable est une nouvelle forme de déclassement contemporain.

Nous nous intéresserons ici aux enjeux sociaux que sous-tend l'alimentation durable notamment dus à la prescription de nouvelles normes contemporaines à la « durabilisation » ou l'« environnementalisation » de l'alimentation. Là où la médicalisation de l'alimentation peut servir de point de départ pour un dialogue entre les sciences sociales et les sciences de la nutrition, la durabilisation de l'alimentation peut alors être un lien de réflexion entre la précarité et l'accès à l'alimentation durable, et ce en soulevant un phénomène de responsabilisation. Le contexte social peut parfois faciliter l'intégration de ces normes et parfois en devenir une injonction subie, jusqu'à, dans le cas de la précarité, entraîner une disqualification sociale.

1. L'alimentation durable comme nouvelle injonction normative

1.1. Un parallèle à la santé

L'alimentation contemporaine a la caractéristique de subir de nombreuses mutations et bifurcations alimentaires dont celle de sa « nutritionnalisation » et « médicalisation » (Poulain, 2002) engendrant des transformations des manières de manger et en responsabilisant le mangeur.

« Le discours nutritionnel installe le mangeur dans un face-à-face avec son assiette. Elle le responsabilise, l'invite à maîtriser son devenir et contribue à soutenir le développement d'un mouvement d'individualisation propice à l'affirmation des « alimentations particulières (Fischler, 2013). » (Poulain, 2016)

On observe une transposition des inquiétudes de santé à échelle individuelle vers la santé environnementale et un devoir d'en « maîtriser son devenir ». Là où l'alimentation est considérée comme un levier pour la santé à visée préventive voire

chronique, elle le devient à même titre pour la santé « de la planète », en en soignant son « dérèglement ».

Il y a là un changement non pas d'échelle d'observation (Desjeux, 1998), mais d'objet d'observation. Il ne s'agit plus que de soigner l'individu, mais également de soigner l'environnement dans lequel vit celui-ci. On passe donc d'une échelle biologique de l'individu à une échelle biologique de la nature à protéger. On prend soin de l'autre, cet autre étant la nature (Descola, 2005), devenue siège de maladies chroniques. Nous avons à faire à un phénomène de mouvement de « sanitarisant » de l'alimentation (Poulain, 2016) mais également de sa « durabilisation ».

1.2. Les prescripteurs de normes de l'alimentation durable

De cette comparaison à la médicalisation de l'alimentation, nous pouvons également en dégager un parallèle à la notion d'observance. L'observance est définie comme un comportement du patient coïncidant avec la prescription médicale. De fait, elle semble bien « traduire la norme de comportement que le malade doit adopter face à la prescription médicale » (Sarradon-Eck, 2007 [Fournier, 2012]). L'inobservance, ou non-observance, est à l'inverse appréhendée en termes de déviance et c'est pourquoi les études entreprises au départ par James Trostle visaient à identifier les déterminants qui permettraient de rendre plus observants les individus jugés « récalcitrants ». Il montre par la suite que ces recherches sont restées peu concluantes du fait qu'elles visaient à identifier le comportement du patient au seul regard des praticiens (Trostle, 1988 [Fournier, 2012]). Le concept d'observance traduisait alors une position de contrôle et de pouvoir du médecin sur le patient et de fait un rapport de domination paternaliste qui a permis par la suite de repenser la relation médecin-malade (Lerner, 1997 [Fournier, 2012]).

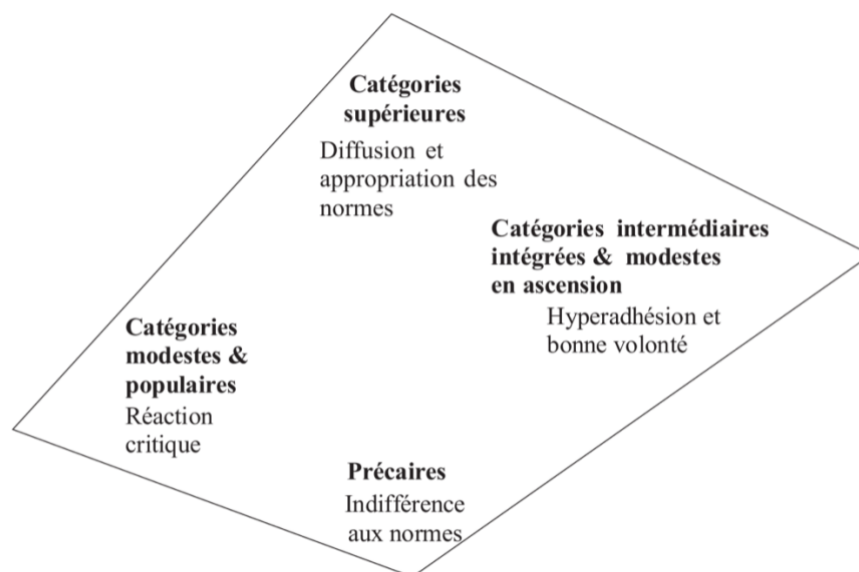
De cette notion de non-observance médicale, faisons là encore un parallèle à l'alimentation durable et posons-nous la question du prescripteur de durabilité. Qui définit ces recommandations, comment se créent les normes de comportement

durable que doit adopter le consommateur et comment ces normes sont-elles applicables selon les individus ?

Les travaux intéressants de Faustine Régnier et Ana Masullo mettent en lumière l'intégration des normes prescriptives d'alimentation selon l'appartenance sociale et ce dans un contexte d'obésité. Il est encore une fois ici intéressant de mettre en parallèle cette notion de normes prescriptives au regard de l'alimentation durable envers les classes sociales plus précaires. L'article expose ce phénomène d'intégration au regard des travaux de Halbwachs sur la consommation (Halbwachs, 1912) en présentant les facteurs d'intégration des prescriptions selon le maintien d'une hiérarchie sociale opposant catégories aisées et catégories modestes. Les travaux mettent alors en évidence les inégalités sociales face à la construction de normes mais également une forme de pression normative et d'impératifs moraux. Ainsi, « la capacité à produire et à intégrer les normes relève des appartenances sociales » (Régnier et Masullo, 2009). L'alimentation durable serait-elle alors une question de riche dont les normes auraient une vision prescriptive et injonctive descendante ?

La figure suivante présente les formes de réception des normes d'alimentation, ici au regard de la corpulence et qui pourrait être transposée aux normes d'alimentation durable.

Figure 3 : Formes de réception des normes d'alimentation et de corpulence



Nous constatons que les catégories « modestes et populaires » et « précaires » semblent émettre une réaction critique et être indifférentes aux normes. L'aliment s'inscrit dans l'ordre de la quantité et d'une temporalité à court terme, l'important étant d'avoir à la fois assez à manger au quotidien (Poulain, 2016) et garder « un goût de liberté » (Régnier et Masullo, 2009).

De ce goût de liberté, on observe une critique des catégories intermédiaires intégrées et supérieures envers les goûts et consommations des catégories plus modestes, et qui fait naître une catégorisation « du bon et du mauvais pauvre » de l'alimentation durable.

2. De l'injonction à la disqualification

2.1. La fabrique « du bon et du mauvais pauvre »

La culpabilisation des pauvres fait régulièrement irruption dans l'actualité. Ils accuseraient d'achats irrationnels et d'incapacité à se sortir de leur condition (Colombi, 2020) et leur argent serait mal dépensé, mal utilisé, mal alloué. Ils sont renvoyés à l'image de mauvais gestionnaires mais également de pollueurs de par leurs consommations alimentaires non responsables, à base d'aliments ultra-transformés, ultra-emballés de plastique et contenants individuels, de consommation d'aliments carnés de base qualité, etc.

« On projette ainsi sur l'argent des pauvres des catégories, des façons de faire, de penser, de gérer, de s'organiser qui sont celles des classes moyennes et supérieures. » (Colombi, 2020)

Toujours selon Denis Colombi, penser que ces propres façons de faire devraient être universelles relève de la pensée magique et sont en fait le résultat d'un apprentissage particulier (Bourdieu, 2003). Cette projection devient alors le socle à une injonction à consommer durable.

À l'inverse, on peut aussi avoir une position populiste de bonne intention consistant à affirmer que la sobriété ou la débrouillardise des pauvres font partie d'une forme de « sagesse populaire » (Grignon et Passeron, 1989), voire qu'ils seraient « victimes de la publicité et de la société de consommation », pour lesquels ils seraient excusés.

Ce « bon » ou ce « mauvais » pauvre découlerait alors d'une forme d'intégration de ce qui est considéré comme « normal » ou « anormal », au sens de conforme ou non aux valeurs. Selon Durkheim, la conscience de tout individu est marquée par les normes qui enserrent le bien et le mal de la société dans laquelle il se trouve (Durkheim, 1925) et qui ne serait pourtant pas le reflet mécanique de la réalité collective mais le produit de prise de conscience individuelle.

“[...] la dichotomie simpliste opposant riches/éthiques et pauvres/non-éthiques s'avère problématique, tant du point de vue politique qu'empirique. [...] Toutefois, si certaines personnes envisagent en effet leur mode de consommation comme une forme de citoyenneté, de tels usages interrogent également la consommation éthique comme pratique sociale réservée avant tout aux élites. En termes spécifiquement alimentaires, l'idée de « changer le monde en mangeant » n'est-elle pas majoritairement réservée aux yuppies locavores férus d'agriculture biologique ?” (Johnston, 2012)

2.2. Une stratification sociale motrice de déclassement

Dans sa thèse sur la dynamique sociale des pratiques alimentaires, Marie Plessz se pose la question de « *comment l'alimentation [...] contribue-t-elle à façonner des statuts [...], c'est-à-dire de l'honorabilité sociale ?* » En conjuguant la notion de position sociale (Bourdieu) et des recherches de Christiane et Claude Grignon, elle développe l'idée de stratification sociale aux travers de ses travaux en se concentrant notamment sur le fait alimentaire de la consommation de légumes. Cette idée m'inspire celle de stratification à questionner plus largement par le biais de l'alimentation durable.

L'enquête quantitative Style de vie et environnement (SVEN)³⁴, menée en 2017, s'est penchée sur les pratiques d'achats de produits labellisés « biologique », « équitable » et tenant compte de l'origine géographique. Elle montre que la population française se divise entre consommateurs et non-consommateurs de ces produits et que les pratiques alimentaires durables sont fortement structurées par la position sociale, le niveau scolaire, le genre et la situation de travail. Pour autant, selon Carla Altenburger, doctorante en sociologie à l'Institut Agro Montpellier, aucune recherche n'a donné de vision globale de la structuration sociale des pratiques d'alimentation durable, ce en quoi elle propose qu'une enquête qualitative sur les pratiques et les lieux d'achat d'alimentation durable permettrait de préciser les barrières sociales qui peuvent compromettre son accès.

Cette notion de stratification sociale renvoie à l'idée de recomposition et de glissement des catégories sociales dans le champ de l'alimentation et ouvre un parallèle à l'idée d'expérience de déclassement social (Peugny, 2007) par les exigences devenues normes de l'alimentation durable. On n'a pas ou plus les moyens économiques d'appartenir à une classe « responsable », on se voit « exclus » (SVEN, 2017), reclassé dans une nouvelle strate où l'alimentation durable ne peut pas faire part du quotidien. Bien que selon Camille Peugny le diplôme reste le rempart le plus solide face au risque de déclassement, nous reviendrons à cette notion pour la deuxième hypothèse à la lumière des travaux de Louis Chauvel.

2.3. Loi Garot : un sentiment de disqualification

Quel est le lien entre gaspillage alimentaire et précarité ? C'est la question à laquelle la loi Garot tente de répondre en responsabilisant les acteurs à la « prévention du gaspillage alimentaire » et à « l'utilisation des invendus propres à la consommation humaine, par le don ou la transformation ». Elle implique un rachat des invendus aux grandes surfaces par l'État sous forme de défiscalisation. De ce fait, elle questionne le sens du mot « don » écrit tel quel dans ce texte de loi, qui ne répond pas à une logique de don et contre-don selon Marcel Mauss (Mauss, 1925), mais

³⁴ Les données de l'enquête SVEN ont été produites dans le cadre du panel Étude longitudinale par Internet pour les Sciences Sociales (ELIPSS), panel internet représentatif de la population âgée de 18 à 79 ans résidant en France métropolitaine.

plutôt à un dispositif de « gagnant/gagnant » (Bonzi, 2019). Les invendus deviennent une valeur marchande, le don perd alors de son sens par cette logique de contractualisation.

« [...] les bénéficiaires de l'aide, se révèlent et apparaissent ici comme une variable d'ajustement chargée d'absorber des surplus de production et permettent des déductions fiscales en se situant complètement à la marge du système. »
(Bonzi, 2019)



Dans sa thèse portant sur le don alimentaire, Bénédicte Bonzi développe la notion de « violence symbolique » à l'épreuve du don dans les aides alimentaires. Elle s'appuie sur la définition du droit à l'alimentation proposée par Jean Ziegler : « [...] qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne » qu'elle conjugue aux apports théoriques de Marie-France Hirigoyen sur la violence psychologique. On retrouve dans ses propositions d'analyse des catégories de violence psychologique que peut induire le non accès à une alimentation de qualité distribuée dans les aides alimentaires : culpabilité, inversion de la faute, frustration et isolement.



*Loi Garot votée en 2016 et étendue en 2020.

35

L'alimentation durable inclut pourtant une logique de lutte contre le gaspillage alimentaire, mais également le fait d'assurer un accès pérenne à une alimentation de bonne qualité. Ces contraintes sont d'ordre environnemental, économique, socioculturel, sanitaire et politique auxquelles la loi Garot ne répond alors pas.

³⁵ Pour les illustrations de cette page et la suivante) Source : Bande dessinée « Encore des patates », 3^{ème} édition, février 2022. Autres « morceaux choisis en Annexe E.

Conclusion Hypothèse 1

Nous avons vu que le sujet de l'alimentation durable pouvait créer de nouvelles normes, dont le non-respect de la prescription sociale octroie l'étiquette d'irresponsabilité. Pour le cas de la précarité et des aides alimentaires décrit ici, cela peut par extension conférer un sentiment de disqualification, qui se définit comme étant la rupture des liens de l'individu à la société dont il appartient, c'est une forme de mise à l'écart, de discrédit (Paugam, 1991). C'est la double peine de l'alimentation durable pour le bénéficiaire devenu à la fois irresponsable et une « poubelle éthique »³⁶. L'accès à une alimentation durable est un enjeu majeur des situations de précarité et soulève ici la question de la dignité.

Figure 4 : "Encore des patates !?"



³⁶ Propos tenus dans la bande dessinée « Encore des patates », 3^{ème} édition, février 2022.

CHAPITRE 3 : HYPOTHÈSE 2 : Précaires, diplômés, engagés

La précarisation des diplômés accélère le mouvement de revendication de l'accès à l'alimentation durable pour tous.

C'est au regard d'une précarisation globale et englobante de notre société et de sa nature avoisinante que nous allons traiter cette deuxième hypothèse. Nous pouvons autrement s'engager à dire qu'il y a deux victimes recouvrant le processus de précarisation : la société et la nature. Dans un premier temps, nous allons traiter du sujet de la « nature » et de l'évolution de la relation d'engagement que nous entretenons avec elle sur ces dernières années. Nous avons précédemment abordé le sujet de la société, dont la précarité peut être favorisée par différentes voies, notamment celle induite par un manque d'accès à l'éducation. Pourtant, nous allons voir dans un second temps qu'être diplômé ne veut pas dire être protégé de la précarité.

3. Une nature précarisée et engagée

3.1. Une nature engagée...mais précarisée

Commençons tout d'abord par tenter de définir l'objet polysémique « nature ». Nom ou adjectif, la nature est une notion courante, que tout le monde maîtrise tant qu'on ne demande pas de la définir. Les premières définitions qui découlent d'une simple recherche dans un moteur de recherche courant concernent l'état de composition d'une chose ou bien l'origine et le devenir de cette chose. Il faut dérouler un peu plus loin dans les propositions pour parvenir à une notion plus en lien avec l'environnement. Selon le Larousse, la nature est un « *Ensemble des principes, des forces, en particulier de la vie, par opposition à l'action de l'homme* » ou encore « *Ensemble de ce qui, dans le monde physique, n'apparaît pas comme (trop) transformé par l'homme (en particulier par opposition à la ville)* ». On note alors par ces deux définitions l'opposition faite entre l'homme et la nature. Selon Philippe Descola (2005), la nature n'est pas un domaine d'objet en tant que tel, elle n'existe pas, c'est une construction qui permet de donner du relief à tout ce à quoi le concept est opposé : la nature et l'homme, la nature et la société, la nature et l'art, la nature et la religion, etc. Il nomme une opposition « nature/culture » (Descola, 2005), la

culture étant la figure représentative de l'homme. Et on parle pourtant de « nature humaine ». Il est donc difficile de réduire ce terme à une définition simple, c'est peut-être une raison pour laquelle elle en fait un objet politique. Pour certains c'est un objet de tous les fantasmes, un lieu sauvage dans lequel on peut se retrouver pour « changer d'air », pour d'autres un objet à défendre avec lequel la vie humaine est articulée.

Cette dichotomie nature/culture souligne le besoin de mettre de la distance entre une société d'hyperconsommation et une certaine frugalité d'un environnement « naturel ». En effet, n'est-il pas mieux de marquer la distinction afin de maintenir des zones à défendre de la précarisation environnementale ? L'« appauvrissement » des sols et de la biodiversité ouvre le champ lexical de la précarité qui s'étend alors à ce qui hors de la condition de précarité humaine. Hors, les deux peuvent être imbriqués. Les premiers touchés par la crise environnementale restent en effet les plus précaires, que ce soit par précarité géographique, notamment par les sécheresses dans le pays du Sud, ou par précarité financière ne donnant pas accès à une alimentation durable. Nous avons noté une éco-anxiété grandissante au sein de notre société. Pourrait-elle alors être le miroir d'un sentiment de précarisation environnementale qui ferait sienne ? Autrement dit, la précarisation de la nature se rapprocherait-elle du fait humain, induisant un lien nature/culture à défendre ?

3.2. Une nature précarisée...mais engagée

Les derniers faits d'actualité ne trompent pas, il y a une réelle mobilisation des citoyens à défendre « leur » environnement. L'exemple récent des manifestations contre les méga-bassines de Sainte Soline en est une. Nous pouvons également citer l'envie de redonner la parole à la nature par le droit en lui conférant une personnalité juridique avec l'exemple de la Loire.

L'ère de l'anthropocène a permis de mettre en lumière l'interdépendance entre les écosystèmes et les sociosystèmes (Goujou, 2022). Il y a un engouement vers le sauvage nettement en lien avec la crise alimentaire moderne, qui questionne les

« filières du manger » (Corbeau et Poulain, 2002) et propage une inquiétude vis à vis des aliments.

Un dernier exemple qui marque l'engagement envers cette précarisation de l'environnement est celui du discours de revendication tenu par nombres d'étudiants ingénieurs en agronomie lors de la remise des diplômes à l'Institut AgroParisTech en mai 2022 qui soutiennent que « *[leur] métiers sont destructeurs* » et qui choisissent alors la voie de la bifurcation et appellent « à désertter ».³⁷

4. Une société précarisée et diplômée

4.1. Une société diplômée...mais précarisée

Nous avons pu voir dans l'exploration de la revue de littérature qu'il existe plusieurs formes de précarité : financière, d'équipement, par un manque d'accessibilité pratique selon le lieu d'habitation et la mobilité possible, par un manque d'accès à l'information, sociale et culturel, souvent en lien à un manque d'éducation. Selon Camille Peugny, le diplôme serait le « premier rempart contre le déclassement » (Peugny, 2007). Seulement, de nos jours un diplôme ne protège pas de la précarité. Louis Chauvel intègre cette notion de déclassement au regard des personnes diplômées et parle même de "spirale du déclassement". Il tend à montrer que le sentiment de déclassement des classes moyennes correspond de nos jours à une réalité, notamment au prisme de la dégradation de leur pouvoir d'achat, de l'augmentation de leur vulnérabilité face au chômage mais également par une dévaluation des titres scolaires (Chauvel, 2016).

Figure 5 : J'ai un bac+3 Madame ! Chimulus



³⁷ 2022, « Appel à désertter – Remise des diplômes AgroParisTech 2022 », <https://www.youtube.com/watch?v=SUOVOC2Kd50>

4.2. Une société précarisée...mais diplômée

Bien que précaire, un diplôme permet l'accès à tout un panel d'informations. Cela peut d'un côté apporter un sentiment d'une double précarité, financière et environnementale, mais permet la construction de formes de revendications. La spirale de déclassement dans laquelle sont prises les nouvelles générations des classes moyennes condamne l'idéal de société construit autour du progrès générationnel (Chauvel, 2016). Le progrès en matière d'engagement environnemental des nouvelles générations serait-il une façon de s'extraire de cette spirale ?

La précarité se retrouve dans bon nombre de classes sociales. Seulement, les habitudes alimentaires maintiennent des frontières symboliques car le répertoire alimentaire éthique est modelé par l'appartenance à un milieu social et ethnoculturel. Alors, est-ce que l'alimentation durable pourrait fracturer la frontière symbolique entre la nature et la culture ? L'alimentation reste un objet commun et appartenant à tous, on peut alors s'interroger de l'intérêt de L'alimentation durable comme moyen pour être moins précaire ou éviter la précarité voire même la peur du déclassement. De ce fait, avec des bases sur les systèmes alimentaires donne la possibilité de bouger les lignes de la gouvernance alimentaire, l'alimentation devenant alors un levier pour sortir des précarités et favorisant une autonomie vers une alimentation digne et durable.

CHAPITRE 4 : HYPOTHÈSE 3 : Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation

Une Sécurité Sociale de l'Alimentation comme tremplin à l'autonomisation vers une alimentation digne et durable.

Aujourd'hui, le courant de pensée qui milite pour une transition du système alimentaire vers un modèle d'alimentation durable le conçoit comme un enjeu de démocratie. Garantir un accès à une alimentation de qualité à tous, via des enjeux de justice et de citoyenneté, répondrait au concept de « démocratie alimentaire » développé par Dominique Paturel. Ce concept intègre notamment une meilleure prise en compte de la parole des citoyens concernant leurs réels besoins, idées, revendications et en respectant leurs choix alimentaires. Cette prise en compte de la parole des concernées favoriserait leur « incorporation ». Et si l'institutionnalisation de l'alimentation devenait un levier d'action citoyenne à la consommation d'une alimentation durable ?

5. Parole des concernés et « incorporation »

5.1. Redonner la parole aux concernés

Selon Nicolas Bricas³⁸, socio-économiste, le débat sur l'alimentation durable serait porté par une minorité, au détriment des populations les plus précaires qui n'a pas d'instance à sa portée pour soutenir son point de vue. Un frein économique serait de fait un frein à l'expression. Il y aurait alors une forme d'asymétrie démocratique provoquant une fracture sociale, engendrant elle-même une alimentation à deux vitesses, semblable au système de santé. Toujours selon Nicolas Bricas, les instituts de sondages utilisent des méthodes qui donnerait une image incomplète du réel, qui pour des raisons de coût, utilisent internet comme outil d'enquête et forment un échantillon non représentatif de la population :

« [...] en sélectionnant les individus ayant le bac, au motif que ces derniers savent écrire et se servir des outils numériques. Or, selon les dernières données Insee, 52% des individus de plus de vingt-cinq ans n'ont pas le bac et seulement 20% ont un diplôme supérieur à bac+2. Cela veut dire que près de la moitié de la population n'est pas consultée ! »

³⁸ <https://revue-sesame-inrae.fr/alimentation-durable-les-precaires-privés-de-debat/>

Alors comment demander à une moitié de population d'incorporer de nouvelles règles de durabilité alimentaire si celle-ci n'est pas conviée aux débats concernant leur alimentation quotidienne ?

5.2. Favoriser l' « incorporation »

Je reprends ici la notion « d'incorporation » développée par Jean Pierre Corbeau (2005), elle-même inspirée de la notion d'incorporation (Fischler, 1990), pour en tirer ici une autre variante. Rappelons que l'incorporation peut se définir comme une croyance universelle selon laquelle tout élément solide, liquide ou gazeux qui pénètre en nous a le pouvoir de modifier notre identité. Jean Pierre Corbeau propose l'invention d'une autre forme dans laquelle un acteur social serait un décideur plus affranchi de son propre comportement. Il crée alors le néologisme « d'incorporation », issu des mots « incorporation » et « action », dans lequel le mangeur n'est plus passif face à l'aliment ingéré, extérieur à sa propre identité, ce qui en vient même à renforcer sa confiance en soi par une démarche de responsabilité. Ici, le sujet a le choix, grâce à l'émergence d'une réflexivité, certes exacerbée par l'individualisme du contexte contemporain. Puisque informés des conséquences possibles, l'individu est rendu responsable de ses actes de consommation (Corbeau et Martucelli, 2006). Il surveille ses ingestions, devient acteur de la construction de soi en « se contrôlant » et en limitant son désir par une « réflexivité » qui construit un idéal visé par le groupe auquel il appartient et en respecte les normes censées conférer une reconnaissance sociale. Cette emprise des normes traduit la contrainte d'une surveillance de soi soutenue par les campagnes de santé publique. Jean Pierre Corbeau propose de « casser la croûte » (2008) quant aux injonctions et idéaux, ici corporels :

« [...] on « casse la croûte » pour s'opposer, se distancier de ceux qui prétendent nous responsabiliser en instaurant des réglementations outrancières [...] »

Je reprends alors ici cette notion d'incorporation avec l'idée de s'affranchir de ces injonctions et prescriptions sociales à consommer durable en se rendant acteur de ses propres réflexions.

6. Vers l' institutionnalisation de l' alimentation

Une dernière sous-hypothèse, et non des moindre car plutôt engagée, serait d'envisager l' institutionnalisation de l' alimentation via la SSA. Au même titre que la Sécurité Sociale est une institution, où il n' est plus question de légitimité d' accès aux droits de protection, pourquoi ne pas envisager l' alimentation comme un droit équitable. Celle-ci en deviendrait la norme, l' alimentation durable ne se limiterait plus qu' à un droit de classe moyenne ou aisée.

6.1. Démocratie alimentaire

La notion de démocratie alimentaire semble être un bon outil pour favoriser cette incorporation. En effet, elle interroge la manière dont le système alimentaire (production, distribution, consommation) répond ou non à des enjeux de justice sociale et environnementale. Son objectif principal est de concilier un accès à de la nourriture de qualité pour tous et une juste rémunération des producteurs.

« La démocratie alimentaire désigne des processus de gouvernance alimentaire, à l' échelle des territoires de vie, au sein desquels des collectifs de citoyens décident de leurs choix d' alimentation et mettent en place les filières adaptées à leurs choix. » (Paturel et Ramel 2017).

Elle représente la revendication des citoyens à reprendre le pouvoir sur la façon d' accéder à l' alimentation, en trouvant les moyens d' orienter l' évolution de leur système alimentaire à travers leurs décisions et pas uniquement leurs actes d' achat.

6.2. La SSA : institutionnalisation de l' alimentation

La Sécurité sociale n' est pas gérée d' un bloc mais subdivisée en différents régimes et différentes branches. Pour les régimes, il y a d' un côté le Régime agricole pour les exploitants et salariés agricoles, de l' autre les Régimes spéciaux pour les salariés de certaines grandes entreprises, ainsi que le Régime général qui couvre 90 % de la population. Ce régime est lui-même composé de différentes branches, chacune chargée de la gestion de risques particuliers : famille, maladie, accidents du travail, retraite, autonomie, recouvrement. L' idée phare de la SSA est de créer

une nouvelle branche au Régime Général de la Sécurité Sociale, une branche alimentation, ce qui revient alors à institutionnaliser l'alimentation. Qu'est-ce que l'institution ?

Une institution est une création sociale dont le but est de diffuser et pérenniser des normes sociales (différentes des lois), en accomplissant des fonctions sociales spécifiques. Elle est relativement stable dans le temps et tend à imposer un système de dispositions durables assurant une forme de régulation sociale par un « habitus » (Bourdieu, 1980) ou « savoir social incorporé » (Elias, 1939) acquis par l'apprentissage. Selon Cornelius Castoriadis, l'institution est également un processus par lequel la société s'organise dans une dynamique de tension entre instituant et institué (Castoriadis, 1975). Pour Max Weber, l'institution est un système de relations sociales qui lie des valeurs, des normes et des rites. Selon Marie Douglas, les institutions ont trois fonctions : prendre des décisions en routine, résoudre des décisions en routine et produire un grand nombre d'opinions courantes. Enfin, selon Émile Durkheim, la sociologie est la science des institutions sociales.³⁹ C'est alors une belle occasion d'étudier la proposition de Sécurité Sociale de l'Alimentation par le prisme de la sociologie.

L'« analyse institutionnelle » est un courant de recherche en sciences humaines et sociales, principalement en sociologie, qui s'est construit en France à partir des années 1960. Ce courant s'intéresse aux processus par lesquels les rapports de pouvoir et les règles de la vie collective sont normalisés au point qu'ils vont de soi et ne sont plus questionnés, mais aussi aux processus de changement et de prise de conscience de ces règles et rapports de pouvoir, dans une visée critique et émancipatrice (Scherer, 2021).

³⁹ SERRA-MALLOL Christophe, 2022, cours « *Socio-anthropologie de l'alimentation* ».

Conclusion hypothèse 3 :

Nous avons vu dans le premier chapitre de cette partie que l'alimentation, et particulièrement dans le cas de l'alimentation durable, pouvait être créatrice d'injonctions dues à des normes sociales induites par une part non représentative de la population. Puisque l'institution est elle-même à la fois créatrice et se crée sur la base de normes sociales, institutionnaliser l'alimentation serait alors un moyen d'à la fois enrayer ces injonctions qui forment un fossé entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas se payer le luxe de manger durable et de donner accès à une alimentation durable pour tous.

PARTIE 3 : MÉTHODOLOGIE

PROBATOIRE

Introduction

Une des principales difficultés qui m'ont suivi tout au long de la rédaction de ce mémoire résidait sur le fond du travail et le doute quant à traiter un sujet déjà très largement étudié. Pourtant, la mise en problématique ainsi que le potentiel terrain de recherche découlant de la méthodologie d'enquête ont permis de mettre à distance ce doute.

« Rien ne reste identique à soi-même. Rien n'est jamais identique à quoi que ce soit d'autre. [...] Nous ne pouvons donc pas négliger un sujet simplement parce que quelqu'un d'autre l'a déjà étudié. [...] cela signifie justement que le moment est venu de commencer à travailler dessus. » (Becker, 2002)

CHAPITRE 1 : MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNÉES

La méthodologie est au cœur de la recherche sociologique et constitue le lien entre la théorie et la réalité. Elle se situe à l'articulation entre énoncés théoriques et descriptions empiriques. Son utilisation doit être mise en œuvre de façon rigoureuse et avisée. Chaque méthode présente ses spécificités, ses enjeux, ses règles d'usage et ses difficultés, que nous allons essayer de détailler. L'enjeu est ici de se demander comment traduire la problématique et ses hypothèses en opérations concrètes.⁴⁰

« Étudier la société, c'est faire des allers-retours incessants : observer le monde, penser ce que l'on a vu, et retourner observer le monde. » (Becker, 2002)

1. Va-et-vient entre la réalité et la théorie

1.1. Approche quantitative

L'approche quantitative est une méthode d'enquête sociologique qui s'appuie sur des méthodes statistiques, produisant de l'information chiffrée, dont les intérêts sont

⁴⁰ ROCHEDY Amandine, 2022, cours « Méthodologie de recherche, approche qualitative ».

de quantifier des phénomènes et des états sociaux⁴¹ en donnant une vue d'ensemble des phénomènes sociaux. Elle tire ses avantages par son faible investissement financier et temporel, par une forte invariabilité du recueil et de la collecte d'une grande quantité de données permettant d'en objectiver les mesures. Il s'agit alors plutôt d'une sociologie explicative, dont les limites rencontrées sont un faible contrôle du recueil et une faible capacité exploratoire induite par un cadre rigide imposé. La nature des informations et leurs modalités sont identiques d'un individu et d'une situation à l'autre. Par effet de standardisation, elle ne permet en effet pas de rendre compte de la complexité des récits des enquêtés. Ce peu de subjectivité peut induire de nombreux biais, bien sûr évitables avec une bonne méthodologie. Les chiffres obtenus peuvent cependant aussi être une étape intermédiaire dans le cheminement du raisonnement du sociologue, permettant de saisir les régularités dans les comportements concourant à la production d'un fait social, ou encore d'estimer la fiabilité d'un échantillon établi.

Si les statistiques présentent certains avantages, elles laissent de côté tout un ensemble d'aspects de la réalité que seules des approches qualitatives permettent de saisir. De par son caractère à vocation explicative et peu compréhensive, l'analyse quantitative ne suffit pas à elle-même et ne correspond donc pas à la méthode qui sera employée ici pour explorer la problématique.

1.2. Approche qualitative

L'approche qualitative se distingue de l'approche quantitative de par sa démarche compréhensive, c'est-à-dire qu'elle s'intéresse à la subjectivité des individus enquêtés. Elle se focalise sur un nombre réduit de cas permettant ainsi de porter l'attention à une analyse en profondeur des processus sociaux. Cette méthode a alors pour limite de ne pas être représentative d'une population, bien qu'elle tende à mettre en évidence une diversité de typologies. La validité des enquêtes repose sur une collecte de données arrivant à saturation, c'est-à-dire quand il s'agit de ne plus recueillir de nouvelle variable de discours. Une autre limite est que le chercheur est à la fois l'initiateur de la recherche, le concepteur des outils et leur analyste, d'où l'intérêt de marquer une position neutre quant à l'objet d'étude. Qualifiée d'approche

⁴¹ PASTORELLI Benjamin, 2022, COURS « Méthodes quantitatives en sciences sociales ».

de terrain, les outils les plus fréquemment utilisés sont l'entretien individuel et l'observation directe, mais également d'autres comme le focus group, l'observation participante, l'entretien en situation d'achat que nous allons détailler par la suite.

Les méthodes qualitatives, de par leur approche compréhensive, semblent le plus adaptées aux hypothèses proposées ici.

2. Outils probatoires

2.1. Entretien individuel

L'entretien individuel est une interaction sociale, en face à face, entre un enquêté, souvent objet de l'enquête, et un enquêteur, concepteur de cette enquête. Trois types d'entretiens existent, se différenciant par le degré de liberté laissé à l'enquêté de dérouler ses propos : directif, semi-directif et libre.

L'entretien directif, souvent composé de questions fermées, se veut structuré et structurant de manière à faciliter la standardisation des données collectées. Il laisse peu de place à l'épaisseur développée par un discours.

Lors d'un entretien semi-directif, l'enquêté est invité à s'exprimer plus librement mais dans un cadre défini par l'objet de l'étude et les points à aborder déterminés par le protocole de recherche. Il est en ce sens plus souple que l'entretien directif mais également par la liberté de l'enchaînement des questions et relances qui s'adapteront au déroulé logique de la discussion. Puisqu'un ensemble d'éléments est susceptible d'en orienter le cours, l'enquêteur aura dans sa boîte à outils un guide d'entretien sur lequel il pourra s'appuyer, sans en suivre le strict ordre, mais qui lui permettra de suivre l'enquêté et de l'interpeller sur les points à explorer.

Enfin, l'entretien libre laisse quant à lui l'enquêté la liberté de s'approprier une question de départ ou un thème énoncé en début d'entretien et d'en dérouler une logique qui lui est propre. L'enquêté adopte alors une position d'exploration. Le risque majeur étant d'être trop éloigné de la problématique initiale.

2.2. Entretien en situation d'achat

L'entretien individuel dépend plutôt d'une échelle d'ordre micro-social, focalisé sur l'individu. Sa limite est qu'il peut être difficile d'intégrer toutes les causes explicatives des comportements de l'individu interrogé sur cette seule échelle. Autrement dit, l'environnement dans lequel celui-ci évolue et avec lequel il interagit va influencer sa prise de décision, ici quant à ses itinéraires d'achat. Il serait alors intéressant de combiner à l'entretien individuel un entretien en situation d'achat pour faire raconter en direct les chemins parcourus par l'enquêté en se centrant sur ses pratiques. De fait, l'enquête permettra de reconstituer le processus social de ses décisions de consommation alimentaire (voire durable) et les limites que cela impose dans un contexte de précarité.

L'entretien en situation d'achat est une méthode développée par Dominique Desjeux. Elle permet d'observer les jeux d'acteurs quant aux dynamiques d'interactions et de négociations, ainsi que les contraintes liées aux lieux fréquentés. L'idée est de suivre l'enquêté dans ses lieux de consommation alimentaires, chaque lieu présentant sa spécificité d'interaction et de choix. Je pense ici aux deux entretiens exploratoires que j'ai pu réaliser et qui m'ont montré la pluralité des lieux dans lesquels se fournissaient les deux jeunes femmes. Elles n'avaient semble-t-il pas de mal à les répertorier ni à préciser la nature de l'obtention des aliments (vol, glanage, épicerie solidaire). Mais je pense tout de même nécessaire de ne pas tirer de généralité quant à cette facilité de discours et de garder en tête un possible décalage entre pratiques et discours.

« Cet écart se produit souvent pour deux raisons principales : d'une part, les consommateurs ont tendance à opérer une mise en scène du soi dans leurs discours décrivant des comportements rationnels et acceptables socialement ; d'autre part, les normes sociales et les habitudes sont souvent inconscientes, conditionnant les actes les plus routiniers sans que cela soit exprimé dans les narrations des enquêtés (Warnier, 1999) ». (Béji-Bécheur et Dias Campos, 2008)

Justifiant cette approche hybride, je trouve ainsi intéressant de compléter l'entretien individuel par l'entretien en situation d'achat, ainsi mettant à jour la pluralité des situations et contraintes de consommation alimentaire.

2.3. Observation participante

L'observation participante fait écho à l'entretien en situation d'achat et consiste en une immersion du chercheur *in vivo* à son terrain de recherche. Il cherche à rendre compte d'une configuration globale d'acteurs et de situations réelles où des effets de contexte s'influencent mutuellement (Serra-Mallol, 2018). L'observation donne accès à ce qui ne se dit pas, à ce qui semble aller de soi. Elle permet de retracer la logique des actions et interactions et ainsi le fonctionnement réel d'un groupe.

Pour éviter certains biais d'interprétation et à la différence de position attribuée aux entretiens, l'enquêteur est invité à se considérer comme élément de sa propre enquête et d'analyser les effets de sa présence plutôt que de chercher à les neutraliser. Il devra être attentif de son propre état d'esprit et de ses préjugés vis-à-vis du groupe observé. Devenir enquêteur alors qu'on est participant suppose une prise de distance pour laquelle l'impression d'étrangeté ne peut pas être un appui d'enquête. Tout paraîtra d'avance naturel, évident, allant de soi : autant de préjugés dont il faudra se débarrasser (Beaud, Weber, 2010).

2.4. Focus group

Le focus group est une autre méthode qualitative de recueil de données où les enquêtés sont rassemblés par groupe dans une logique de discussion collective semi-structurée. Son intérêt majeur est de donner une liberté de parole aux enquêtés. Il permet de collecter des données relatives à un thème, le *focus*, défini à l'avance par l'équipe de recherche selon un protocole bien défini autour d'un guide d'animation, le script. La discussion est modérée par un animateur et un assistant ou secrétaire.

« Les discussions permettent la formulation de problèmes, l'identification de la diversité des opinions, des représentations et des pratiques, et leur mise en débat. » (Rochedy et Barrey, 2021)

Cette méthode a pour premier avantage de créer de la synergie au sein du groupe de participants : écouter les autres parler peut stimuler la parole des participants. De là, un second avantage induit par le premier est l'abondance des données obtenues en peu de temps. Enfin, le format du focus group donne une liberté de parole aux enquêtés, voire même fournit un soutien mutuel qui, dans le cadre de la précarité, peut être un outil intéressant de « désamorçage ».

Le focus groupe semble alors un outil adapté quant à la dernière hypothèse car il encourage la réflexivité sur les pratiques et représentations, ici au sujet de l'alimentation durable associée à la précarité.

3. La posture du sociologue

3.1. Intérêt personnel et prise de recul

Une autre difficulté à prendre en considération pour l'élaboration de la méthodologie d'enquête est que le choix du sujet fait grand écho à l'intérêt personnel que je porte à celui-ci. C'est pourquoi il était capital de maintenir une posture la plus neutre et la moins engagée possible. Cela induit la nécessité de mettre de la distance avec cet intérêt personnel pour adopter une posture scientifique et construire une réflexion objective. Cela fait référence ici à la « neutralité axiologique » évoquée par Weber (1917), qui suggère au chercheur de prendre conscience de ses propres valeurs ou jugements de valeurs, afin d'en éviter la répercussion par de possibles biais. Nous reconnaissons tout de même qu'il soit difficile de faire l'économie d'un certain rapport aux valeurs car la réalité traitée est elle-même saturée de valeurs. Le chercheur est alors tenu d'apporter des réponses objectives à des questions subjectives. Toute démarche scientifique doit répondre à l'idée que « connaître n'est pas juger » (Paugam, 2010).

« Le sociologue ou l'anthropologue ne peut donc pas faire l'impasse d'une démarche réflexive sur sa propre enquête, ainsi que de son propre état d'esprit et ses préjugés vis-à-vis du groupe observé. » (Serra-Mallol, 2012)

3.2. Recueil de paroles fragilisée par la précarité

Il ne suffit pas d'être en situation de précarité pour que la prise de parole et la verbalisation ne soient pas des activités allant de soi. Erving Goffman nomme « présentation de soi » (1959) l'image de notre personne que nous projetons dans les interactions quotidiennes pour en assurer le bon fonctionnement, principalement sur ses aspects non verbaux comme le décor, le vêtement, les éléments corporels. La « présentation de soi dans le discours » (Amossy, 2010) complète cette exposition de soi par une réflexion sur la communication ou la construction identitaire par le discours. Dans le cadre d'un entretien, des jeux d'interactions complexes peuvent induire une relation de domination subjective pour laquelle il faudra être vigilant et plus particulièrement dans le cas d'entretien avec des populations en situation de précarité où ses effets peuvent être redoublés. Il apparaît qu'il peut exister des conditions sociales spécifiques à la prise de parole, notamment dans le cadre de l'entretien individuel.

« Tandis que certains entretiens ne présentent qu'un ensemble de données factuelles et souvent lacunaires, d'autres relèvent du véritable récit de vie. Les personnes qui se sont le mieux racontées sont celles qui sont les plus diplômées et/ou qui sont dans une situation de déclassement social. »⁴²

Je me suis également posé la question de l'impact que peut avoir ma propre hexis⁴³ sur l'enquêté et notamment vestimentaire. Comment s'habille-t-on pour passer un entretien, et plus particulièrement dans le cas de la précarité. À mettre titre qu'il est nécessaire d'adopter une position neutre quant au sujet étudié, est-il nécessaire d'arborer un style vestimentaire neutre et comment celui-ci se définit-il ?

⁴² Cohen et Larguèze, 2001, cité par Christine César dans l'étude Abena 2004-2005 : Comportements alimentaires et situation de pauvreté. *Aspects socio-anthropologiques de l'alimentation des personnes recourant à l'aide alimentaire en France.*

⁴³ Habitus corporel, vocal, vestimentaire, considéré dans sa signification sociale.

CHAPITRE 2 : PROPOSITION DE PROTOCOLE

Pour ce second chapitre, rappelons tout d'abord les hypothèses amenées dans la deuxième partie de ce mémoire, ce qui permettra d'étayer la construction d'un échantillonnage raisonné et le choix des outils de collecte de données.

- L'alimentation durable est une nouvelle forme de déclassement contemporain.
- La précarisation des diplômés accélère le mouvement de revendication de l'accès à l'alimentation durable pour tous.
- Une Sécurité Sociale de l'Alimentation comme tremplin à l'autonomisation vers une alimentation digne et durable.
-

4. Principes généraux de recueil de données

4.1. Le choix de l'échantillonnage

La précarité recouvre un très grand nombre de cas de figure aux profils très hétérogènes. De ce fait, cette étude n'a pas pour ambition d'assurer l'exhaustivité de ceux-ci, bien qu'elle cherchera à être la plus contrastée possible. L'idée étant d'aller observer si des tendances peuvent se dessiner en réponse aux différentes hypothèses, il n'est pas possible de choisir totalement au hasard les personnes à interviewer du fait de l'étendu de charge de travail incombant à la démarche qualitative. Pour le recrutement des enquêtés, des variables à mon sens pertinentes par rapport aux pratiques alimentaires en lien avec l'alimentation durable m'amènent à resserrer mon champ d'enquête à deux lieux que je connais déjà. C'est à la lumière des entretiens exploratoires que j'ai pu effectuer que j'ai donc choisi comme lieux d'enquête l'épicerie sociale ESOPE et la Caisse Alimentaire du quartier Saint-Exupéry. Les outils choisis pourront couvrir plusieurs hypothèses à la fois.

C'est du critère « étudiant », donc futurs diplômés, et celui de la précarité que le choix s'est orienté vers l'épicerie ESOPE. Bien que la population étudiante puisse sous-entendre une part plus importante d'engagement écologique que le reste de la population, j'ai choisi de ne pas en faire une variable d'échantillon pour ne pas biaiser les résultats, ni même les critères de genre, de régime alimentaire ou

d'origine sociale et culturelle. Quant à la Caisse Alimentaire, je ne m'arrêterai à aucun critère d'âge, de genre, de composition de foyer, de régime alimentaire, d'origine, mais plutôt à ce qui fait groupe dans sa globalité.

4.2. Préparer et négocier un entretien

Plusieurs dimensions sont interrogées pour le recrutement de ces entretiens, notamment l'espace et le temps.

Concernant l'espace, l'idée de réaliser les entretiens individuels au domicile des personnes ne sera pas imposée, bien que cela paraisse le plus approprié pour comprendre l'environnement et les conditions de vie de l'enquêté. Cette configuration de passation d'entretien peut en effet être délicate selon que le domicile soit étroit, vétuste, manquant d'intimité si suroccupé, entrecoupé par la sollicitation d'enfants, etc. Il pourra alors être proposé de passer l'entretien dans un lieu neutre comme un café, à condition que l'espace entre les tables soit suffisant pour maintenir une certaine intimité auditive et que des nuisances sonores ne viennent pas rendre l'enregistrement difficile. Mes deux entretiens exploratoires avaient été réalisés dans un café-librairie du centre toulousain. La configuration auditive et d'espace était idéale, seulement j'avais omis l'organisation propre à ce lieu qui demande de libérer les tables pour laisser place aux repas du midi. J'ai donc dû négocier de rester pour continuer mes entretiens et ainsi bloquer une table en échange d'ensuite consommer un repas. Il s'agit d'adopter de la souplesse pour faire face à ce genre de petits aléas. Une dernière option de passation des entretiens est l'épicerie solidaire elle-même. La responsable avait d'ailleurs proposé de me laisser son bureau le temps des entretiens, mais les allers-venus des bénévoles dans ce bureau m'ont découragée. Il semble en revanche une bonne option dans le cas où l'entretien individuel puisse s'enchaîner par l'entretien en situation d'achat.

Pour l'observation participante, il va de soi que le lieu sera imposé par l'activité observée. Seuls les bénévoles pilotes de la Caisse Alimentaire seront au courant de mon statut d'enquêtrice pour ne pas impacter le comportement des citoyens

participants. Le focus group pourra être organisé dans le même lieu réservé pour les réunions publiques et ateliers du projet de Caisse Alimentaire.

Concernant le temps, autre dimension à prendre en considération, car il soulève des difficultés techniques quant à trouver une date et une heure de rendez-vous qui conviennent à chacun des deux partis. Il convient également d'annoncer honnêtement le temps possible qu'en entretien ou un focus group puisse prendre et d'écarter toute prise de rendez-vous si celui-ci devra être pressé, car en découlera forcément une moins bonne qualité des échanges et des matériaux récoltés. Sans oublier qu'une annulation de rendez-vous peut facilement être une invitée à l'organisation déjà pas des plus aisée.

Une dernière mesure à anticiper sera de négocier l'enregistrement des entretiens et focus group selon le règlement de protection des données (RGPD) en amont des entretiens. Le jour de la passation, il s'agira de demander à nouveau l'autorisation d'enregistrement et de faire signer un formulaire de consentement préalablement préparé.

5. Les enquêtes des hypothèses 1 et 2

5.1. Entretiens individuels

Des trois types d'entretiens énoncés dans le chapitre précédent, l'entretien semi-directif me semble le plus pertinent à l'égard de mes deux premières hypothèses, puisque celles-ci se basent sur les effets normatifs, pour la première, et les pratiques de revendications, pour la deuxième, quant à l'alimentation durable. L'entretien semi-directif laissera en cela la possibilité de saisir l'épaisseur du discours tout en cadrant les thèmes propres au sujet à explorer. L'outil le plus évident paraît être le guide d'entretien sur lequel il sera possible de s'appuyer, sans en suivre le strict ordre, mais qui permettra de suivre l'enquêté et de l'interpeller sur les points à explorer grâce à des relances.

Pour comprendre le résultat d'un phénomène, il est préférable de ne pas chercher le résultat d'une cause, mais le résultat d'une histoire en montrant les conditions de son apparition.

« Ne demandez pas « pourquoi », demandez « comment ». » (Becker, 2002)

Le guide est construit autour de plusieurs thèmes au sein desquels il est proposé de distinguer les questions sur les pratiques des questions sur les représentations, c'est-à-dire du sens que les personnes donnent à ces pratiques. Ces cinq thèmes sont :

- la présentation de soi
- la consommation alimentaire actuelle
- l'alimentation durable
- le rapport à la société
- le choix

Le guide d'entretien complet avec ces questions principales et ses relances est le même que celui utilisé lors de mes entretiens exploratoires qu'il me paraissait pertinent de conserver ainsi (Annexe A). Il n'y avait pas lieu d'y apporter de modification, car l'utilisation de ce guide n'ayant pas de ferme utilisation, il est préférable de se laisser guider par le discours de l'enquêté pour se saisir des particularités auxquelles l'enquêteur n'aurait pas pensé.

5.2. Entretiens en situation d'achat

En distinguant les pratiques des représentations, le guide permet de mieux comprendre les éventuels écarts ou correspondances entre les discours et les pratiques réelles. Mais pour encore mieux saisir ces pratiques qui peuvent être influencées par l'environnement d'achat, l'entretien en situation d'achat viendra compléter le précédent quand cela sera possible. Concrètement, il implique donc d'accompagner l'enquêté sur les lieux mêmes de la pratique que l'on cherche à comprendre et de faire décrire ce qu'il fait, sous quelle contrainte et ses interactions. Il sera invité à développer ses opinions ou ses motivations si la situation s'y prête, mais cela n'est ici pas la priorité. Pour recueillir ces données, l'enquêteur se munira d'un carnet de note et capitalisera sur la spontanéité des pratiques et interactions, sans questions préalablement établies hormis celles déjà évoquées lors de l'entretien en face à face (« *vous m'aviez tout à l'heure dit que...* »).

Il est ici important de saisir les contraintes que peut rencontrer l'enquêté pour permettre d'interpréter l'écart entre les représentations ou les souhaits ou l'image positive que l'on veut donner de soi et les pratiques réelles. Cela peut donc mettre en avant que le ressenti, les émotions et les motivations qui recouvrent les entretiens en face à face ne sont pour une grande part que des représentations des pratiques réelles.

6. Les enquêtés de l'hypothèse 3

6.1. Focus group

Dans l'idéal, il aurait été opportun d'effectuer un focus group par Caisse Alimentaire, donc quatre au total. Mais je choisis de ne me focaliser que sur une seule Caisse pour amenuiser la lourdeur qui incombe à l'analyse des données. De plus, reproduire ce focus group dans les quatre Caisse répondrait plutôt à un questionnement de logique de reproductibilité d'un quartier à l'autre ou de son adaptation, ce qui ne répond ici pas directement à l'hypothèse avancée. Ce focus group nous sera utile pour comprendre les discours autour de l'alimentation durable et de commencer à pouvoir en évaluer les freins et leviers à son adhésion selon la population qui compose le quartier de Saint Exupéry.

Pour que ce focus group soit aisé à conduire par l'animateur, un échantillon de cinq à huit personnes serait idéal pour favoriser à la fois un échange minimum et laisser la place à chacun de pouvoir s'exprimer. Il sera envisageable de faire plusieurs groupes si l'engouement pour le focus prend, l'idée n'étant pas l'exclusion puisqu'il s'agit de donner la parole aux concernés. Le recrutement se fera soit lors d'un atelier citoyen organisé par la Caisse, soit possiblement par mail ou via la newsletter. Nous parlerons « d'atelier-discussion » plutôt que de *focus group* pour que le plus grand nombre comprenne le sens de cette rencontre. Nous pourrions nous réunir dans les salles habituelles où se déroulent les autres activités liées au projet (salles municipales, tiers-lieu). Il faudra compter trois heures pour maintenir l'attention du groupe et prévoir une pause restaurative.

Pour le bon déroulement de ce (ou ces) focus group, il y aura deux superviseurs : le premier animera le focus group et le second, aussi appelé secrétaire, s'occupera

de l'enregistrement par dictaphone et de la prise de note. De par le caractère potentiellement déstabilisant qu'elle peut avoir sur les publics, je ne préfère pas utiliser de caméra pour filmer ces focus.

Je propose de scinder l'animation en plusieurs étapes selon le script suivant.

Avant de démarrer les échanges, une fiche de présentation sera distribuée à chaque participant et permettra de recueillir ses informations générales. Nous partons du principe que les participants savent tous lire et écrire du fait que le recrutement se soit déroulé par internet pour certains. Dans le cas contraire, une aide à la complétion du document sera assurée par l'animateur ou le secrétaire. Cette fiche se structurera comme suit :

<i>Fiche participant</i>	Âge :
Caisse alimentaire :	Sexe : F M Autre
Pradette	Nombre d'enfant au domicile :
Ramonville	
Saint Exupéry	Activité professionnelle actuelle :
Toulouse Nord	
Autre quartier d'habitation :	Niveau de diplôme :

On remarquera que le choix des quatre Caisses apparaissent dans la fiche afin de pouvoir réutiliser ces données plus tard si nous étions amenés à reproduire ces focus dans les autres Caisses de la ville.

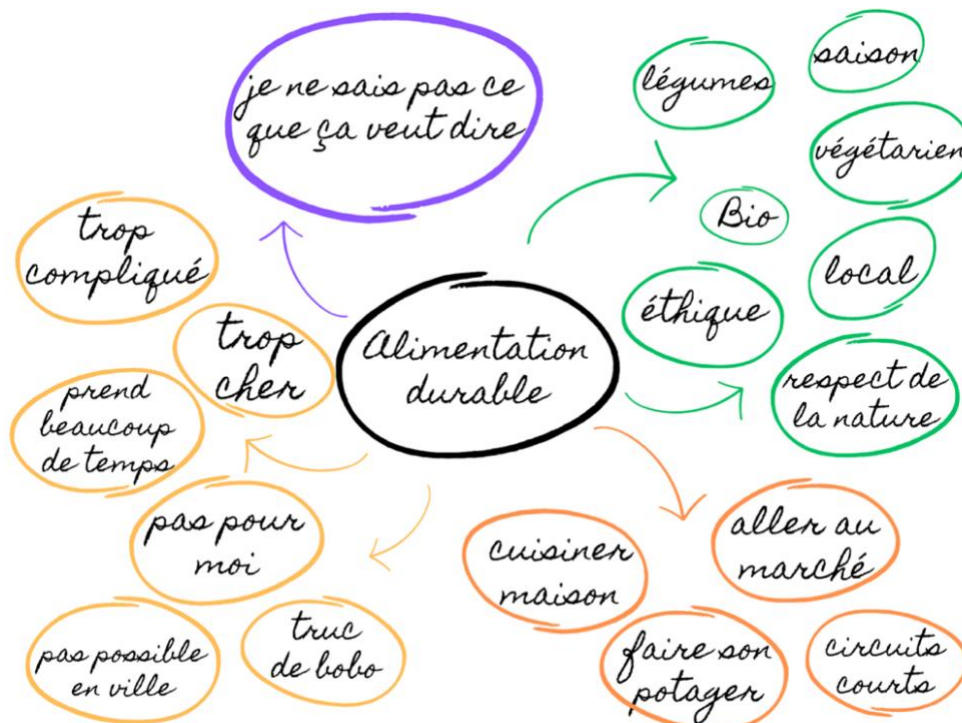
Introduction au focus group et présentation des participants :

« Bonjour et merci à vous d'avoir accepté de participer à cette rencontre. Dans le cadre de l'expérimentation de caisses alimentaires solidaires à Toulouse et particulièrement dans le quartier de Saint Exupéry, nous souhaitons effectuer ce focus group afin de saisir votre rapport et motivations quant à l'alimentation durable. Il durera environ trois heures, coupé d'une pause pour vous restaurer. J'animerai la

discussion pour guider vos échanges pendant lesquels vous devez vous sentir libre de vous exprimer sur les thèmes proposés. Je vous invite à vous présenter chacun votre tour puis à désigner une autre personne pour faire tourner les présentations. Je lance le tour en me présentant : je m'appelle Marjorie et suis étudiante en première année de Master de Sciences Sociales appliquées à l'Alimentation à l'université de Toulouse Jean-Jaurès. Je suis ici aujourd'hui car je m'intéresse aux enjeux de l'alimentation durable sur les populations. Je passe la parole à... (secrétaire). »

Pour la suite de l'atelier, l'idée est de faire émerger tout ce à quoi fait penser la notion d'alimentation durable. Bien que symbole des ateliers collaboratifs, nous n'utiliserons pas la technique des Post-it pour éviter que les différences de niveau de littératie limitent l'expression de chacun. Nous tenterons plutôt la construction d'une carte mentale en arborescence qui n'implique pas qu'ils écrivent et qui permet de nourrir l'inspiration des participants. Elle pourra dans ses débuts s'apparenter à la figure ci-dessous.

Figure 6 : Simulation d'une carte mentale⁴⁴



⁴⁴ Figure réalisée par Marjorie Rousselle pour ce mémoire.

De cette carte mentale, nous tâcherons de mettre en discussion les thématiques proposées et d'en extraire les difficultés et les actions éventuellement déjà mises en place par chacun.

Pour conclure le focus group, il leur sera proposé d'émettre une idée ou une attente pour faciliter leur participation aux réflexions au sein de la Caisse Alimentaire.

A la fin de ce focus, un triple bilan sera réalisé : une synthèse finale laissant place aux questions des participants et aux remerciements ; des discussions en *off* pour apaiser d'éventuelles tensions nées lors du focus ou laisser un espace de parole aux personnes n'ayant pas osé s'exprimer ; et un débriefing à chaud entre l'animateur et l'assistant pour noter les idées fortes du groupe ou des résultats non anticipés.

6.2. Observation participante

L'observation participante est envisagée comme méthodologie complémentaire au focus group. En effet, je souhaite à titre personnel intégrer le groupe de réflexion composé de citoyens de mon quartier et je profiterai alors de cette occasion pour arborer un rôle hybride à la fois d'observatrice et de citoyenne. Cela me facilitera aussi la familiarisation avec les autres membres du groupe et donc une collaboration d'égal à égal avec les enquêtés, rendant alors leurs interactions et pratiques plus fidèles.

L'observation se fera à découvert, le terrain en question ne nécessitant pas de dissimuler mon rôle, d'autant plus que le focus group l'aura déjà dévoilé. Néanmoins, la présentation de l'objet d'étude ne devra pas révéler les détails de notre enquête, afin de ne pas influencer les comportements des personnes observées.

Je ne fais ici pas le choix de l'observation non participante car le risque induit par une position consacrée uniquement au recueil de données est que les enquêtés passent volontairement sous silence un certain type d'informations conduisant à un comportement normalisé. L'observation participante rend la présence de

l'enquêteur alors plus légitime. En revanche, elle a pour inconvénient de limiter les possibilités d'observation, prétendre vouloir tout observer d'une situation est impossible. Il se pose alors la question de savoir quoi et comment observer : je m'appuierai sur un journal de terrain qui me permettra de recueillir différentes informations comme les interactions, les silences, les postures non verbales, que je consignerai dès qu'un moment plus calme se présentera. Je ne trouve ici pas pertinent de compléter ce journal de terrain par une grille d'observation, qui risque de détourner mon attention du moment et produire un effet de « contrôleur ».

Conclusion de la méthodologie

En réponse aux hypothèses amenées, les méthodes employées - entretien individuel et en situation d'achat, observation participante, focus group - sont toutes autant qu'elles soient des outils nécessaires à la production de connaissance. Leur but est de faire un état des lieux des nuances à échelle individuelle jusqu'aux interactions de groupe.

Une méthode plus englobante proposée par Pauline Scherer (2021) est celle de la recherche-action. C'est une collaboration entre chercheurs, acteurs et institutions, personnes impliquées et personnes concernées.

Celle-ci serait adaptée pour questionner l'égalité d'accès à une alimentation durable en traitant le sujet de la précarité alimentaire en dépassant les dispositifs d'aide alimentaire.

L'enjeu est la co-construction d'une problématique à partir d'une thématique, qui pourrait par exemple être extraite du focus group et des savoirs expérientiels des personnes en situation de précarité.

La mise en place de modèles d'organisation coopératifs favorise le développement de rapports sociaux égalitaires et solidaires, et de dynamiques de démocratie alimentaire.

Un point de départ du processus reste déterminant pour éviter de s'inscrire dans un modèle descendant chercheur vers enquêté : qui le lance et à quel stade sont impliquées les personnes concernées ?

Un point de vigilance concerne l'équilibre entre la dynamique sociale et l'intervention des chercheurs. Ces derniers doivent trouver le bon rapport entre « faire », « laisser faire » et « faire avec », pour ne pas imposer un rythme qui serait celui de la recherche-action. Les chercheurs doivent aussi veiller à ne pas rendre leur présence indispensable, car celle-ci a vocation à s'effacer dans la majorité des cas.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire s'est intéressé aux phénomènes de précarité plurielles au travers du prisme de l'alimentation durable. Il a interrogé en quoi celle-ci pouvait-elle être à la fois perçue comme une nouvelle forme de précarisation et une solution face à la précarité alimentaire.

Des premières propositions de réponses ont été apportées par trois hypothèses incluant les questions d'injonctions et de disqualification, de précarisation et de revendication, et enfin d'institutionnalisation et de démocratie alimentaire.

Plusieurs types de personnalité ont été convoqués dans ce mémoire : le prescripteur, l'étudiant, l'éco-anxieux, l'engagé, les précaires sous leurs différentes formes de précarité, les « exclus », le diplômé. Face au phénomène de précarisation globale de notre société-nature, il me paraissait difficile de ne me focaliser que sur un cas de figure. Tous ces profils se font un écho logique quant aux démarches d'engagement pour l'environnement et la précarité.

Il aurait pu être intéressant de décliner les méthodes d'enquête plus conventionnelles vers une méthode qui testerait une forme d'inclusivité, puisque cela reste un point essentiel de ce mémoire. Je pense notamment à la déclinaison de la méthode classique de récit de vie en une version qui laisse parler du lien entre les urbains et la nature, la relation à l'aliment, la culture et l'identité par le récit de recette. Pour ce premier mémoire de recherche, j'ai préféré rester sur une méthodologie plus classique. En revanche, si cela s'avère pertinent, je souhaiterais en partie m'appuyer sur cet outil dans ma prochaine recherche.

Les limites majeures rencontrées sont celles du questionnement de la position de sociologue pour laquelle il a fallu assumer une part politique de l'objet étudié. Au regard de ce dernier, je questionne également mon éventuelle position de prescripteur d'idéologie morale et normative, car l'articulation de ce mémoire traduit certains intérêts personnels qui me définissent, dont j'ai le soin de m'en détacher au mieux. Aussi, la précarité étant un sujet largement étudié, il a été difficile mais non pas moins nécessaire de poser une limite à la revue de littérature pour faire

avancer mon propre chemin de pensée, quitte à plus tard confirmer des questionnements et des données déjà existantes. L'idée globale restait de s'approprier la démarche de recherche sur un temps relativement court.

Un des points d'accroche premiers à la réflexion de ce mémoire fut celui du projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation dont je consacre une partie d'hypothèse. Il serait intéressant de poursuivre cette réflexion par une immersion au sein d'une caisse alimentaire et d'observer les effets à court, moyens et longs termes des pratiques démocratiques en matière d'alimentation. Cela ouvre la question de la recherche-action pour laquelle j'interroge la manière dont sa mise en place permettrait une forme d'appropriation d'un territoire alimentaire et d'émancipation.

BIBLIOGRAPHIE

ALBRECHT Glenn, 2005, « Solastalgia. New concept in human health and identity », *Philosophy Activism Nature*, n° 3, p. 44-59.

ALTENBURGER Carla, 2022, « La stratification sociale des pratiques d'alimentation durable », *So What ? Chaire UNESCO Alimentation du monde*, n°18, mai 2022.

AMOSSY Ruth, 2010, *La présentation de soi*, Presses Universitaires de France, 236 p.

BEAUD Stéphane, WEBER Florence, 2010, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 336 p.

BECKER Howard Saul, 2002, *Les ficelles du métier, comment conduire sa recherche en sciences sociales*, La Découverte, 360 p.

BONZI Bénédicte, 2019, *Faim de droits, le don à l'épreuve des violences alimentaires*, Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie, EHESS, Paris, 336 p.

BOURDIEU Pierre, 2003 « La fabrique de l'habitus économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°150, p.79-90.

CHAUVEL Louis, 2016, *La spirale du déclassement : essai sur la société des illusions*, Paris, Le Seuil, 214 p.

CHIFFOLEAU Yuna, 2019, *Les circuits courts alimentaires. Entre marché et innovation sociale*, Toulouse, Érès, 174 p.

COEURQUETIN Paul, 2018. *Dynamiques des bifurcations alimentaires*. Mémoire de master 1 sciences sociales appliquées à l'alimentation, Université de Toulouse II - Jean Jaurès - Institut Supérieur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation, Toulouse, 173 p.

COLOMBI Denis, 2020, *Où va l'argent des pauvres*, Paris, Payot, 352 p.

CORBEAU Jean-Pierre, 2008, « Casser la croûte ! Pour une « incorporation » jubilatoire », *Corps*, vol. 4, no. 1, p. 79-83.

CORBEAU Jean-Pierre, POULAIN Jean-Pierre, 2002, *Penser l'alimentation. Entre imaginaire et rationalité*, Privat, 210 p.

CORREARD Valère, GOLLA Mathilde, 2021, *Manifeste pour une alimentation durable. Comment les citoyens peuvent regagner leur autonomie alimentaire*, Marabout, 187 p.

- CÔTÉ Monique, 2008, *La simplicité volontaire au Québec. Les adeptes, les groupes, le mouvement*, Mémoire de maîtrise de sociologie, Université de Laval, Québec, 261 p.
- COULANGEON Philippe, DEMOLI Yoann, GINSBURGER Maël et PETEV Ivaylo, 2023, *La conversion écologique des français. Contradictions et clivages*, Presses Universitaires de France, 272 p.
- DE SAINT POL Thibaut, 2017, « Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales », *L'Année sociologique*, vol. 67, p. 11-22.
- DESCOLA Philipe, 2005, *Par-delà nature et culture*, Paris, Guallimard, 640 p.
- DUBUISSON-QUELLIER Sophie, 2009, *La consommation engagée*, Presses de Sciences Po, « Contester » 144 p.
- DUVOUX Nicolas, PAPUCHON Adrien, 2018, « Qui se sent pauvre en France ? Pauvreté subjective et insécurité sociale », *Revue française de sociologie*, vol. 59, p. 607-647.
- FISCHLER Claude, 1990, *L'Homnivore*, Paris, Odile Jacob, 448 p.
- FISCHLER Claude, 2013, *Les alimentations particulières. Mangerons-nous encore ensemble demain ?*, Odile Jacob, 270 p.
- FOURNIER Tristan, 2018, « Observance diététique », dans Jean-Pierre POULAIN (ed.) ; *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Presses Universitaires de France, p. 1015-1020.
- FOURNIER Tristan et DALGALARRONDO Sébastien, 2019, « Les morales de l'optimisation ou les routes du soi », *Ethnologie française*, vol. 49, p. 639-651.
- GILLOT Lucie, 2021, « Les précaires privés de débat », *SESAME*, décembre 2021.
- GINSBURGER Maël, 2020, « De la norme à la pratique écocitoyenne. Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté », *Revue française de sociologie*, vol. 6, p. 43-78.
- Goffman Erving, 1973, *La Présentation de soi. La mise en scène dans la vie quotidienne*, Le Sens Commun, 256 p.
- GOUJOU Léa, 2022, *Étude de la relation humains-nature à travers la cueillette de plantes sauvages en France*, Mémoire de master 1 sciences sociales appliquées à l'alimentation, Université de Toulouse II - Jean Jaurès - Institut Supérieur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation, Toulouse, 128 p.
- GRIGNON Christiane, GRIGNON Claude, 1980, « Styles d'alimentation et goûts populaires », *Revue Française de Sociologie*, vol 21, n°4, p. 531-569.

- GRIGNON Claude, PASSERON Jean-Claude, 1989, dans *Le Savant et le Populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 260 p.
- JOHNSTON Josée, RODNEY Alexandra et SZABO Michelle, 2011 « Les gens bien mangent bien : comprendre le répertoire culturel de l'alimentation éthique », *The Journal of Consumer Culture*, vol. 11, n° 3, November 2011, p. 293-318.
- KARPIK Lucien, 1989, « L'économie de la qualité », *Revue française de sociologie*, avril-juin 1989, n°30-2, p. 187-210.
- LAMINE Claire, 2008, *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*, Quae, 341 p.
- LATOUR Bruno, SCHULZ Nikolaj, 2022, *Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même*, Paris, La Découverte, 96 p.
- LE CROM Jean-Pierre, RETIÈRE Jean-Noël, 2018, *Une solidarité en miettes. Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 313 p.
- LEPILLER Olivier, FOURNIER Tristan, BRICAS Nicolas, FIGUIÉ Muriel, 2021, *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs – MIAM*, Versailles, Quæ, 244 p.
- MARAJO PETITZON Elodie, 2014. « *Comprendre et prévenir la précarité alimentaire : Le cas des agriculteurs en France, le rôle des circuits courts* », Mémoire de master 2 A2D2 : Agriculture, Alimentation et Développement Durable, Université de Montpellier I – SupAgro, Montpellier, 129 p.
- MARTIN MEYER Laura, 2022, « Ces aides qui nourrissent la précarité », *SESAME*, novembre 2022, n°12, p.16-23.
- MORIZOT Baptiste, 2019, « Ce mal du pays sans exil. Les affects du mauvais temps qui vient », *Critique*, vol. 860-861, p. 166-181.
- PATUREL Dominique, MARAJO PETITZON Elodie, CHIFFOLEAU Yuna, 2015, « La précarité alimentaire des agriculteurs », *Pour*, vol. 225, p. 77-81.
- PATUREL Dominique, NDIAYE Patrice, 2020, *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*, Nîmes, Champ Social, 238 p.
- PAUGAM Serge, 2009, *La disqualification sociale*, Presses Universitaires de France, 256 p.
- PAUGAM Serge, 2010, *Les 100 mots de la sociologie, Que sais-je ?*, 127 p.
- PETERSELL Laura, CERTENAIS Kévin, 2022, *Régime général, pour une sécurité sociale de l'alimentation*, Riot, 120 p.

- PEUGNY Camille, 2007, *La mobilité sociale descendante. L'épreuve du déclassement*, Thèse de doctorat en sociologie, IEP Paris, 421 p.
- PLESSZ Marie, 2021, *La dynamique sociale des pratiques : stratification sociale, changement social et consommation alimentaire*, Thèse de doctorant, EHESS, 329 p.
- POULAIN Jean-Pierre, 2017, *Sociologies de l'alimentation. Les mangeurs et l'espace social alimentaire*, Presses Universitaires de France, 320 p.
- POULAIN Jean-Pierre, 2016, « Manger sain, injonction contemporaine », *Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n°44, p. 80-81.
- POULAIN Jean-Pierre, TIBÈRE Laurence, 2008 « Alimentation et précarité. Considérer la pluralité des situations », *Anthropology of Food*, octobre 2008.
- RAMEL Magali, 2022, *Le droit à l'alimentation et la lutte contre la précarité en France*, Thèse doctorat en droit, Université de Tours, Tours, 569 p.
- RAMEL Magali, BOISSONNAT, Huguette, 2018, « Nourrir ou se nourrir. Renouveler le sens que l'on porte à l'acte alimentaire pour renouveler nos pratiques face à la précarité alimentaire ». *Forum*, vol 153, p. 53-61.
- RÉGNIER Faustine, MASULLO Ana, 2009, « Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale », *Revue de Sociologie Française*, 50-4, 28 p.
- ROCHEDY Amandine, BARREY Sandrine, 2021, *Les focus groups : étudier le fait alimentaire à travers des mises en discussion thématiques*, dans Olivier LEPILLER, Tristan FOURNIER, Nicolas BRICAS, Muriel FIGUIÉ, 2021, *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs – MIAM*, Versailles, Quæ, p. 227.
- SERRA MALLOL Christophe, 2018, « Observation participante », dans Jean-Pierre POULAIN (ed.) ; *Dictionnaire des cultures alimentaires*, Presses Universitaires de France, p. 1015-1020.
- SCHERER Pauline, 2021, *Recherche-action : un processus d'analyse et de transformation sociale pour l'accès à l'alimentation durable*, dans Olivier LEPILLER, Tristan FOURNIER, Nicolas BRICAS, Muriel FIGUIÉ, 2021, *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs – MIAM*, Versailles, Quæ, p. 201.
- VERRIER Christian, 2017, *Former à la recherche en éducation populaire : une voie coopérative d'émancipation avec, par et pour le peuple*, *Chronique Sociale*, 192 p.
- VIDAL Marion, 2011, *Manger et acheter local : vers une économie de la proximité au service de l'environnement ?*, dans Sandrine Barrey et Emmanuel KESSOUS (dir.), *Consommer et protéger l'environnement, opposition ou convergence ?*, Paris, L'Harmattan, p. 157- 180.
- WEBER Max, 1965, « Essai sur le sens de la neutralité axiologique dans les sciences sociologiques et économique », *Essai sur la théorie de la science*, traduit de l'allemand par Julien Freund, Paris, Plon.

TABLE DES ANNEXES

ANNEXE A. :	Guide d'entretien exploratoire	
.....		75
ANNEXE B. :	Retranscription entretien M.	
.....		77
ANNEXE C. :	Fresque de l'alimentation	
.....		84
ANNEXE D. :	Flyer caisse alimentaire de Saint Éxupéry	
.....		85
ANNEXE E. :	« Encore des patates !? » Morceaux choisis	
.....		86

ANNEXE A. : Guide d'entretien exploratoire

Thèmes :

1. Présentation
2. Consommation alimentaire actuelle
3. Alimentation durable
4. Rapport à la société
5. Choix

Présentation	
Pourriez-vous vous présenter ?	<ul style="list-style-type: none">- CSP, âge- reconstruction d'itinéraire- rencontre d'autres personnes dans le même cas ?- reste à vivre
Consommation alimentaire actuelle	
Pourriez-vous me parler de vos habitudes de consommation alimentaires ?	<ul style="list-style-type: none">- quel est votre budget alloué à l'alimentation ?- quelles sont vos sources d'approvisionnement alimentaire ?- quels sont vos critères de choix ?
Alimentation durable	
Qu'est-ce que "l'alimentation durable" évoque pour vous ?	<ul style="list-style-type: none">- quelle est votre définition de l'alimentation durable ?- êtes-vous sensible au sujet de l'alimentation durable ?- plus largement à l'écologie ?- à la santé en lien avec la qualité nutritionnelle des aliments ?- avez-vous envie de manger durable ?- y parvenez-vous ?
Rapport à la société	

<p>Comment vivez-vous ces questions d'alimentation durable ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - sentez-vous une certaine pression ou injonction à consommer durable ? - sentez-vous une forme de culpabilité à ne pas pouvoir ? - avez-vous déjà eu des remarques quant à votre modèle alimentaire ?
<p>Choix</p>	
<p>Avez-vous le sentiment d'avoir le choix quant à votre alimentation ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - êtes-vous satisfait du choix proposé dans vos lieux de courses ? - avez-vous déjà été écouté quant à vos besoins alimentaires ? - auriez-vous envie d'un autre modèle de soutien alimentaire ? - auriez-vous envie d'avoir un budget pour mieux manger ?

ANNEXE B. : Retranscription entretien M.

Retranscription complète de l'entretien en face à face avec M., étudiante bénéficiaire de l'épicerie solidaire ESOPE de Toulouse.

Février 2023.

Rencontrée lors de ma visite de l'épicerie en janvier.

Prise de contact par email.

Durée de l'entretien : 22min

En italique : enquêtrice Marjorie

En normal : enquêtée M.

- *Alors euh. Du coup je vais te poser des petites questions juste pour que tu te présente à moi. Voilà. Ben tu peux me dire ce que tu veux de toi, tes études...*

- Je m'appelle M..., j'ai 22 ans et je suis en master de théâtre, j'écris un mémoire sur le théâtre de science fiction. J'adore ça. [rires] Et je fais mes courses à l'épicerie sociale étudiante ESOPE environ une fois toutes les deux semaines. Voilà. Je sais pas trop quoi dire d'autre.

- *Ben justement, sur ces courses là, est ce que tu vas une fois toutes les deux semaines et est ce que tu les complète par d'autres courses ailleurs ?*

- Oui, oui. En général, je les complète soit par des produits qu'il n'y a pas. Par exemple là-bas, genre du PQ, des œufs, des petites sauces, des choses comme ça. En général dans les supermarchés de base genre Auchan, Carrefour, des trucs comme ça.

- *D'accord.*

- Mais régulièrement aussi, avec ma coloc, on va à Paris Store, un magasin d'importation, supermarché d'importation, parce qu'on adore manger des nouilles. Donc c'est notre petit petit péché mignon de dépenser de temps en temps un peu de sous dans dans les nouilles, vu que c'est notre féculent de base en fait au quotidien.

- *D'accord, je vois, c'est pas le gros magasin qui est à Portet-sur-Garonne ou vers la fac peut-être, je sais plus ?*

- Si il y en a un vers la fac dans le quartier du Mirail, c'est là qu'on va.

- *Du coup, est-ce que tu travailles ? Enfin quelles sont tes ressources financières ?*

- Moi j'ai des bourses et après je suis en stage dans une compagnie où c'est un stage rémunéré donc euh donc ça me fait un petit revenu et après je suis aidée par mes parents. J'ai la chance de pouvoir être aidée par mes parents.

- *Oui d'accord. Et est ce que la notion de reste à vivre te parle ?*

- Pas trop.
- *Ça c'est une fois que tu as payé toutes tes factures, que tu as payé ton loyer, toutes les charges fixes en fait, les trucs que t'es obligé de payer, t'as pas le choix. À la fin, il te reste un pécule. Souvent on l'utilise pour manger et après quand il en reste encore pour sortir, s'acheter des nouilles, tu vois ce genre de choses...*
- Ouai
- *Est-ce que, t'es pas obligé de répondre parce que là c'est un chiffre du coup, mais est ce que tu saurais me dire à peu près si tu restes à la fin du mois en gros, pour manger ?*
- Euh. Je pense que je suis à peu près à 300 €. Ouais, je suis à 300 €.
- *D'accord. Et tu penses qu'avec ça, 300 € t'as assez pour manger ?*
- Ben...pas trop. C'est pour ça justement que je me suis inscrite à ESOPE, parce qu'on se rendait compte avec ma coloc que vraiment les courses ça commence à me coûter vraiment cher. Et euh, et en fait, du coup, il y a aussi ce truc de quand on va dans des supermarchés, on vole parce que euh sinon ça coûte vraiment très cher. Voilà.
- *Ok. Donc c'est quel type d'aliments que tu voles ?*
- En général, c'est même pas des trucs chers. Enfin c'est juste des... on vole le café, des, et puis, souvent, on essaie de voler des trucs, genre des petites sauces, des oeufs, des trucs pour rendre notre alimentation un peu moins ennuyeuse entre guillemets, pour pas avoir tout le temps juste un féculents, un légume et point barre, pour voilà. Donc euh c'est souvent ça.
- *D'accord. Ok, ok. Est-ce que tu as des critères de choix particuliers dans ce que tu achètes ? Est-ce que je sais pas, est-ce qu'il y a des choses que tu boycottes ? Est-ce que tu as un régime particulier ?*
- Moi je suis végétarienne. Et euh, et c'est vrai que j'essaie de pas acheter des produits avec de l'huile de palme.
- *Hum hum.*
- Et de plutôt prendre des fruits et légumes qui viennent pas de l'autre bout du monde et qui sont assez enfin de saison quoi.
- *Ouai ok.*
- Après j'espère quand j'aurai le budget pour acheter vraiment des choses avec moins de plastique, avoir une alimentation qui va plus vers le véganisme et tout ça, mais c'est vrai que là, pour le moment justement, d'acheter à ESOPE ça me permet aussi de me dire que j'achète des trucs certes qui ne sont pas forcément toujours ok avec ce que j'ai envie d'acheter. Des fois il y a de l'huile de palme, des fois c'est des trucs qui sont emballés individuellement avec du plastique, mais c'est des trucs qui vont être jetés. C'est des trucs qui vont pas se vendre en fait et qui sinon vont être jetés et euh et voilà.
- *Ok, dans tous les cas "le mal est fait".*
- Voilà.

- Ok, ça marche. Et du coup, si je te parle d'alimentation durable, ce terme qu'on entend un peu partout, toi, ça te fait penser à quoi ?

- Euh... à une alimentation dite plus responsable, de plutôt consommer moins de viande, acheter plutôt local, plutôt de saison, essayer de... enfin après je sais pas si j'ai la bonne définition...

- ...c'est ta définition, il y en a pas une exacte tu vois...

- Et ouais, consommer moins de produits animaux. Et, et moins de plastique aussi, moins d'emballage.

- Une grosse dimension écologique en fait ?

- Voilà. Oui, c'est vrai.

- Ouais en effet, il y a aussi un peu on parle souvent de ces dimensions culturelles aussi, de faire respecter le choix des gens en fait. Est ce que c'est vrai qu'on en parle dans le cadre de la France avec nos repas français, tous ces machins, tu vois, mais il n'y a pas que des repas types comme ça, tu vois, il y a aussi ce côté durable, c'est donner le choix à tout le monde, et puis aussi le respect du revenu de l'agriculteur. Tu vois, c'est toute une espèce de boucle qui tourne comme ça. Mais en effet, tu as dit à peu près tous les mots clés. Donc je sais pas, du coup j'imagine que tu as une sensibilité écologique.

- Ouais oui [rires]

- Ça m'a tout l'air en tout cas.

- Oui, plutôt [rires].

- Et du coup, ton végétarisme c'est justement... Pour quoi exactement ? L'écologie...

- Au début c'était beaucoup ben pour l'écologie parce que je me rendais compte que manger de la viande ça consommait énormément de tout et que... déjà j'avais pas une alimentation où je mangeais beaucoup de viande, de poisson donc je me suis dit on va réduire puis arrêter. Et puis c'est de plus à cause de la souffrance animale aussi que je me rends compte que ça me touche de plus en plus et du coup je suis contente d'être végétarienne déjà. Et voilà, je l'ai dit, l'objectif c'est d'être de tirer vers le véganisme au maximum quoi. Voilà.

- Ok, oui oui, c'est engagé.

- Oui [rires]

- Ok. T'es dans des assos engagées ?

- Non, non...

- ...à ton échelle...

- Voilà, à mon échelle, j'essaie de déjà faire des choses qui consomment, enfin arrêter de faire des choses qui consomment le plus, qui sont le moins écoresponsables en fait. J'achète que des fringues d'occasion. Euh je prends pas l'avion, quasiment pas la voiture et je mange plus de viande, de poisson. Donc déjà c'est pas mal !

- *Ok. Ouai, ça me fait penser un peu à côté, l'éco-anxiété tu vois, je sais pas si c'est un truc qui te prend un peu aux tripes*
- *Ouai beaucoup !*
- *Ouais je vois*
- *[rires] Ça m'étonne pas !*
- *Mais oui, mais c'est un peu les générations comme ça. Bon pas tous, il y a pas tous les jeunes, tu vois. Mais c'est vrai que souvent quand il y a du végétarisme, où on fait attention à son alimentation, il y a une petite toile de fond... Toi tu te considérerais comme éco-anxieuse ?*
- *Oui beaucoup, beaucoup. Je sais que c'est vrai que j'ai du mal à parler d'écologie sans sans devoir arrêter vite parce que c'est trop pour moi. Comme ça me semble tellement tellement énorme et tellement pas pris au sérieux par les personnes qui devraient le prendre au sérieux, que du coup ça me, c'est très anxiogène d'en parler. Enfin surtout avec des gens qui on me parle pas dans le sens où on pourrait essayer de faire ça ça ça, mais plutôt dans le sens oh c'est comme ça et puis ça fait chier et du coup tout arrive un peu en même temps pour moi et c'est beaucoup quoi.*
- *Oui, c'est révoltant.*
- *Oui, voilà. Exactement.*
- *Clairement, ok. Euh. Et au niveau de l'alimentation. Mais côté santé, est-ce que tu fais attention quant à la qualité nutritionnelle ? Est ce que tu fais attention à équilibrer tes repas, tous ces trucs là ?*
- *Euh j'essaye, j'essaye de le faire, mais c'est vrai que je me rends compte que je ne le fais pas toujours. Heureusement, je vis avec quelqu'un qui le fait, donc ça c'est bien. Mais moi personnellement c'est vrai que je mange pas pas particulièrement bien si je m'écoute moi même. C'est vrai qu'en général, en fait j'ai fait une dépression l'année dernière et du coup je me suis rendu compte que manger c'était très compliqué pour moi et que c'est vraiment un gros effort de ne serait ce que de me préparer un repas. Et du coup, c'est vrai que déjà me préparer un repas c'est super et le faire équilibré c'est encore un autre niveau au dessus. C'est pas toujours évident mais j'essaie au maximum. Ça veut pas dire que je le fais tout le temps.*
- *Ok ça marche. Après il peut y avoir une forme de pression aussi, à se dire il faut que nin nin il faut machin...*
- *? [bruits]*
- *C'est pareil avec l'alimentation durable, tu vois.*
- *Oui, voilà, c'est un peu ça.*
- *Ok, tu dirais que tu parviens à manger durable, tu reviens sur le durable. Oui, tu dirais que tu y parviens toi à ton échelle ?*
- *Euh, je, un peu, mais ce ne serait pas pas assez par rapport à ce que j'ai envie en fait.*
- *D'accord.*

- Ouais, ça manque de... Il y a trop d'emballages, il y a trop de produits qui viennent de supermarché. En fait, mon objectif à long terme, ce serait d'avoir ma maison avec mon potager, mes poules et euh [rires] Et voilà. Et du coup, essayer de manger vraiment beaucoup plus local et tout. Après c'est vrai que en ville et avec pas beaucoup de budget, j'ai du mal à le faire. J'essaie quand même de le faire. Ouais, en achetant déjà ce qui va être jeté ou avec du Too Good To Go je le fais mais de moins en moins. C'est vrai que j'essaie de le faire aussi. Et surtout sur les fruits et légumes. J'essaie de le faire beaucoup mais voilà, pas autant que j'aimerais.

- *Oui ça a ses limites. Ok. Et du coup je voudrais te poser des questions, toujours sur le même thème mais par rapport au rapport à la société justement, et comment tu les vis en fait c'est ces choses là. Donc là t'arrives pas à aller jusqu'à ton idéal en gros. Et ça, est-ce que, enfin comment tu vis ça ? Alors là je te parle d'émotions tu vois... Est-ce que je ne sais pas, est-ce que tu ressens une certaine pression, une certaine injonction, de certaines remarques qu'on peut te faire par rapport à ça, enfin je sais pas, comment tu vis ça ?*

- Ben c'est un peu frustrant du coup de pas arriver à le faire comme j'aimerais parce que j'ai envie que ça devienne vraiment mon mode de vie, sur plein d'autres sujets aussi, donc d'essayer de consommer en général moins, plutôt des choses durables, responsables, éco-responsables en fait. Voilà. Mais et du coup, c'est un peu frustrant de me rendre compte que mon alimentation, elle n'est pas à l'image de la vie que j'aimerais mener, qu'elle y tend, mais que je peux pas régler tout le problème à moi seule en fait...

- *Ah non c'est sûr*

- Voilà. C'est un peu frustrant, ce que j'aimerais. Mais c'est vrai qu'après, avec mon entourage, c'est assez facile parce que c'est des gens qui sont aussi concernés, qui se sentent concernés par ce sujet là. Dans ma famille, mon frère est végétarien, ma sœur aussi, ma mère est végétarienne, euh mon père du coup ne mange plus trop de produits animaux parce qu'on est là et qu'il essaie de faire son truc aussi. Et ma coloc est végétarienne et je suis entourée de pas mal de gens qui pour qui c'est aussi un sujet quotidien. Donc de ce point de vue là, c'est vrai que je me sens entourée, je me sens soutenue. Mais ouais, il y a toujours ce truc de frustration, de ça me rend anxieuse de me dire que moi j'aimerais faire plus, et que je ne peux pas et et qu'il y a plein de gens qui pourraient faire plus et qui le font pas. Et voilà. Enfin c'est... Après je, c'est pas non plus, je sais pas de dire qu'il y a des gens qui devraient le faire comme moi et qui ont pas de thune, qui ont pas le savoir culturel, le savoir, enfin voilà, il y a plein de freins aussi à ça. Mais j'aimerais que ce soit plus accessible aussi, que voilà, ça me ça me frustre et faire partie d'assos aussi. Mais enfin voilà, j'aimerais faire beaucoup plus. Mais je suis qui je suis maintenant, avec mon emploi du temps, avec mon énergie et je fais ce que je peux. Mais c'est vrai que c'est... Ouais, tout ça pour dire que je suis très frustrée. [rires] Voilà.

- *Oui, je vois ça. Euh mais c'est ok en fait, de pas avoir le temps. Et de pas tout réussir à faire. Tu peux avoir des valeurs et des convictions et ça n'empêche pas d'être la personne que tu veux.*

- Oui voilà, c'est ça.

- *C'est normal, c'est ok. Euh. Et du coup là tu parlais de si tu pouvais t'investir, tu irais peut être dans les assos, tu disais que t'aimerais bien que ce soit ouvert à tout*

le monde, c'est ça ce je comprends. Enfin parce que les gens s'intéressent un peu plus, que ceux qui ont moins les moyens puissent y avoir accès. Et ça c'est un gros sujet qui m'intéresse justement, c'est justement rendre l'accès à l'alimentation durable, mais alors vraiment pour tous. Et en fait, est ce que.... qu'est ce que toi par exemple, est ce que tu aurais imaginé un modèle alimentaire où on aiderait les gens ? Qu'est ce que tu t'imaginerait dans l'idéal, les assos t'as dit...?... il y a l'épicerie.

- Oui.

- *Est-ce que je sais pas, Il y a d'autres choses auxquelles tu pourrais penser ?*

- Et bien je ne sais pas comment le mettre en place, mais ce serait aussi, je pense qu'il y a besoin d'aide pour apprendre à cuisiner autrement, en fait, parce qu'il y a plein de gens qui cuisinent... enfin, je sais que la copine de mon frère par exemple est végane aussi, mais son repas typique c'est féculents, légumes, protéines et du coup, en fait, juste elle remplace la viande par des viandes végétales. Et du coup c'est vrai qu'elle aimerait apprendre à cuisiner pour personnes pour avoir des repas un peu plus varié que ça. Et pour moi il y a aussi ce truc de se dire le but c'est pas de changer d'alimentation pour faire la même chose et s'ennuyer à manger de la même manière quoi. Le but c'est aussi de se ce serait aussi de se pouvoir se dire qu'il y a plein de choses à découvrir, que ce n'est pas, enfin de donner un peu envie entre donner quoi et de donner le savoir qui va avec pour cuisiner autrement, même si c'est pas forcément accessible à tout le monde parce qu'il faut du temps pour cuisiner et qu'il faut des ustensiles qu'il faut, voilà. Mais aussi de pouvoir se dire ça que c'est possible. Et bien je me dis que ça peut aider. Et après l'épicerie comme ESOPE, moi je trouve que c'est super parce que déjà c'est à une petite échelle et on rencontre vraiment les gens, on discute avec les personnes et socialement en fait ça fait rentrer dans une boucle aussi, ça fait rentrer, ça fait sortir de l'isolement en fait. Enfin après je parle plus sur des sujets de société là mais...

- *Mais on est en plein dedans, vas-y !*

- Mais ouais, des choses comme ça en fait, de revenir à une plus petite échelle, de vraiment rencontrer des gens. Pour moi, les supermarchés dans les villes, c'est hyper anxiogène. Je déteste ça. C'est, il y a trop de stimuli en même temps, trop de choses, trop de...enfin, je trouve que c'est trop froid. C'est le carrelage. C'est trop grand, c'est tout blanc, c'est...je trouve ça très agressif. C'est vrai que j'ai du mal à aller faire les courses par exemple pour ça et revenir voilà à une petite échelle. Et même à des rencontres directes, enfin je sais que moi je vais... Ah oui, il y a ça aussi, j'ai oublié de le dire, mais je vais au marché régulièrement pour demander des fruits et légumes abîmés à la fin du marché pour pouvoir les récupérer gratuitement. Et euh. Et c'est vrai que du coup bah on discute avec les personnes, ça arrive régulièrement, que ce soit des producteurs ou productrices directes qui viennent nous vendre leurs trucs. Et voilà par exemple, il y a aussi ça d'être en direct quoi, et de refaire de l'humain à travers l'alimentation. En fait, je trouve que c'est absolument nécessaire.

- *Ah oui*

- Voilà. Ouais. C'est...Après les asso, c'est aussi ça l'épicerie, ça c'est revenir à du direct quoi, à de la rencontre. La rencontre humaine avec des gens qui s'occupent vraiment de ça et qui ont des conseils qui peuvent aider, qui qui font une partie du travail écolo aussi et. Et ouais, essentiellement.

- *Un peu les systèmes de circuits courts en fait, où tu rencontres directement les producteurs ?*


- Ouais, c'est ça. Tu peux aller à la ferme.

- *Et bien moi je trouve que c'est une belle note de fin de parler de l'alimentation et du partage. Et c'est tout à fait ça. Ok, ben je pense qu'on peut s'arrêter là si ça te va, sur cette petite note positive avec laquelle je suis complètement d'accord [rires]. Est-ce que toi t'as des questions à me poser, des sujets que tu voudrais aborder autour de ça, cette alimentation durable ? Enfin des questions que je ne t'ai pas posé ?*

- Euh...Je...Plutôt toi. Quelles seraient les structures que tu aimerais mettre en place ? Ça m'intéresse !

- *Alors euh. Ok. Bah ça, ça diverge. Du coup, c'est un peu la suite du mémoire du coup !*

ANNEXE C. : Fresque de l'alimentation



Objectif de l'atelier : Embarquer le plus grand nombre dans une transition alimentaire rapide et effective

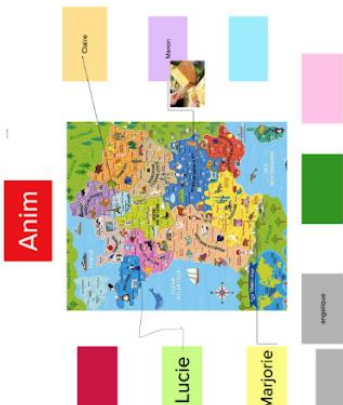
- Inspiré de la Fresque du Climat
- Composé de cartes réparties en lots
- Faisant appel à l'intelligence collective

Ice-breaker

Tour de table :


- Prénom
- Ville (et faire une flèche)
- La spécialité culinaire de votre ville/département/région ... (avec une image)

Anim

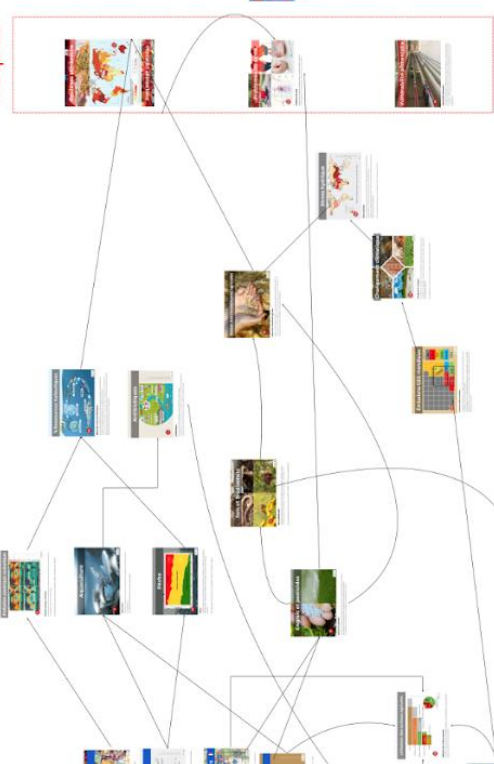


Si vous n'avez
déver

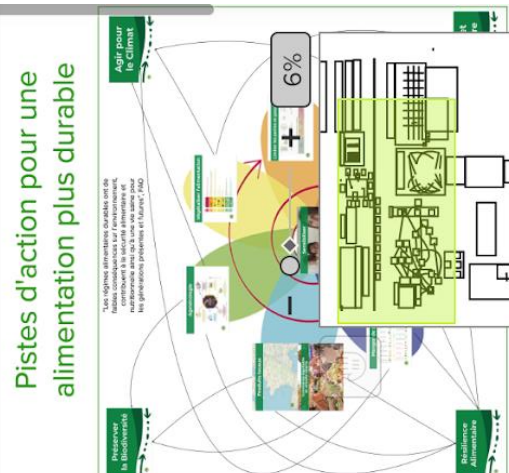
Nos consommations



Risques



Pistes d'action pour une alimentation plus durable



ANNEXE D. : Flyer caisse alimentaire de Saint Éxupéry

L'objectif de la Caisse Alimentaire est de soutenir :

- Les habitants du quartier pour que chacune et chacun puisse avoir un accès à des produits sains et de qualité ;
- Les producteurs et commerçants engagés dans des pratiques solidaires et respectueuses de l'environnement.

Comment ?

- Chacun cotise à la Caisse à hauteur de ses moyens ;
- La Caisse vous redistribue ensuite la moyenne des sommes collectées, majorée des aides perçues ;
- Avec ce budget, vous pourrez acheter les produits vendus par une liste de partenaires.

Quels partenaires ?

Ces partenaires, c'est vous et l'ensemble des cotisants qui les choisissez, sur la base de critères que vous aurez défini ensemble au préalable !

Pour vous y aider, nous organiserons des accompagnements, ateliers, conférences, tables rondes...

Vous habitez au Sud-Est de Toulouse ?

Vous souhaitez participer à la caisse d'alimentation de votre quartier et bénéficier de ce budget alimentaire 100% démocratique ?

Contactez-nous :
caissealimentaire@ouvaton.org
06 73 20 05 06

En partenariat avec le
marché MAMA Saint-Ex

Caisse Alimentaire du quartier Saint-Exupéry/Montaudran

Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation ?

Envie d'avoir un budget dédié pour manger mieux ?

De soutenir les producteurs et commerçants de votre choix ?

De permettre à tous et toutes d'être acteurs de leur alimentation ?

REJOIGNEZ-NOUS !



Marché MAMA Saint-Ex

Projet Caissalim



SSA Initiatives



INRAE

la science pour la vie, l'humain, la terre

Ne pas jeter sur la voie publique

ANNEXE E. : « Encore des patates !? » Morceaux choisis

Voici quelques « morceaux choisis » extraits de la Bande dessinées « *Encore des patates !? Pour une Sécurité sociale de l'alimentation* », écrite par un groupe de bénévoles d'ISF Agrista, février 2022. Dans le corps de ce mémoire, trois bulles illustrent l'hypothèse 1. En voici certaines autres que je trouve pertinentes au regard du sujet de ce mémoire et des problématiques soulevées.



TABLE DES FIGURES

Figure 1 : De l'intégration à la désaffiliation.....	15
Figure 2 : Budget alloué à l'aide alimentaire en France en 2018.....	19
Figure 3 : Formes de réception des normes d'alimentation et de corpulence	35
Figure 4 : "Encore des patates !?"	40
Figure 5 : J'ai un bac+3 Madame ! Chimulus.....	43
Figure 6 : Simulation d'une carte mentale	64

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	5
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION GÉNÉRALE	7
PARTIE 1 : EXPLORATION DU CONTEXTE	8
<i>CHAPITRE 1 : DE L'ACCÈS À L'ALIMENTATION DURABLE</i>	<i>9</i>
1. L'alimentation durable	9
1.1. Définition de l'alimentation durable et ses enjeux	9
1.2. Dynamiques alimentaires écologiques	9
1.3. Facteurs influençant l'accès à une alimentation de qualité	10
2. L'inquiétude des mangeurs	11
2.1. D'une hyper-responsabilisation.....	11
2.2. ...à une frugalité sans intention	12
2.3. Focus sur une jeunesse éco-anxieuse et engagée.....	13
<i>CHAPITRE 2 : ...PAR UN ÉTAT D'URGENCE ALIMENTAIRE QUI DURE</i>	<i>14</i>
3. La précarité	14
3.1. Éléments de définition de la précarité	14
3.2. Précarisation et bifurcations alimentaires descendantes.....	16
3.3. Un mot sur la précarité alimentaire des agriculteurs.....	17
4. Les aides alimentaires	18
4.1. État des lieux des aides alimentaires	18
4.2. Une situation d'urgence qui n'en est plus une.....	20
4.3. La loi Garot	21
4.4. Le choix du non choix et qualité des aliments.....	22
<i>CHAPITRE 3 : ...À L'ACCÈS DURABLE À L'ALIMENTATION</i>	<i>24</i>
5. S'engager dans une démarche engagée	24
5.1. Les démarches et recherches en cours	24
5.2. La démarche participative	24
6. La Sécurité Sociale de l'Alimentation	25
6.1. Présentation de la Sécurité Sociale de l'Alimentation.....	25
6.2. Les caisses alimentaires à Toulouse.....	26

PARTIE 2 : PROBLÉMATISATION	28
<i>CHAPITRE 1 : MISE EN PROBLÉMATIQUE.....</i>	<i>29</i>
<i>CHAPITRE 2 : HYPOTHÈSE 1 : De l'injonction à la disqualification.....</i>	<i>33</i>
1. L'alimentation durable comme nouvelle injonction normative	33
1.1. Un parallèle à la santé	33
1.2. Les prescripteurs de normes de l'alimentation durable	34
2. De l'injonction à la disqualification	36
2.1. La fabrique « du bon et du mauvais pauvre »	36
2.2. Une stratification sociale motrice de déclassement	37
2.3. Loi Garot : un sentiment de disqualification	38
<i>CHAPITRE 3 : HYPOTHÈSE 2 : Précaires, diplômés, engagés</i>	<i>41</i>
3. Une nature précarisée et engagée.....	41
3.1. Une nature engagée...mais précarisée	41
3.2. Une nature précarisée...mais engagée	42
4. Une société précarisée et diplômée	43
4.1. Une société diplômée...mais précarisée	43
4.2. Une société précarisée...mais diplômée	44
<i>CHAPITRE 4 : HYPOTHÈSE 3 : Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation ..</i>	<i>45</i>
5. Parole des concernés et « incorporation »	45
5.1. Redonner la parole aux concernés.....	45
5.2. Favoriser l' « incorporation ».....	46
6. Vers l' institutionnalisation de l'alimentation	47
6.1. Démocratie alimentaire	47
6.2. La SSA : institutionnalisation de l'alimentation.....	47
PARTIE 3 : MÉTHODOLOGIE PROBATOIRE.....	50
<i>CHAPITRE 1 : MÉTHODOLOGIE DE COLLECTE DE DONNÉES.....</i>	<i>51</i>
1. Va-et-vient entre la réalité et la théorie	51
1.1. Approche quantitative.....	51
1.2. Approche qualitative.....	52
2. Outils probatoires	53
2.1. Entretien individuel.....	53
2.2. Entretien en situation d'achat.....	54
2.3. Observation participante	55

2.4. Focus group.....	55
3. La posture du sociologue.....	56
3.1. Intérêt personnel et prise de recul	56
3.2. Recueil de paroles fragilisée par la précarité	57
<i>CHAPITRE 2 : PROPOSITION DE PROTOCOLE.....</i>	<i>58</i>
4. Principes généraux de recueil de données	58
4.1. Le choix de l'échantillonnage.....	58
4.2. Préparer et négocier un entretien	59
5. Les enquêtés des hypothèses 1 et 2.....	60
5.1. Entretiens individuels	60
5.2. Entretiens en situation d'achat.....	61
6. Les enquêtés de l'hypothèse 3	62
6.1. Focus group.....	62
6.2. Observation participante	65
CONCLUSION GÉNÉRALE	68
BIBLIOGRAPHIE	70
TABLE DES ANNEXES.....	74
TABLE DES FIGURES	87
TABLE DES MATIÈRES	88

ALIMENTATION DURABLE : UN ENJEU SOCIAL POUR LA PRECARITE

Après sa “médicalisation”, l’alimentation mue aujourd’hui vers une forme de “durabilisation”. Tout comme “l’observance diététique”, nous avons aujourd’hui créé la notion “d’observance écologique”, qui mesure les actes d’un individu face à l’environnement. L’alimentation durable est un fait sociétal auquel on ne peut de nos jours pas passer à côté, quelle que soit notre catégorie sociale. Précaire ou pas, tout le monde se voit concerné, mais pas de la même manière. Au regard d’une précarisation globale de notre société-nature, naissent de nouvelles normes de comportements à la durabilité, lesquelles s’accompagnent de leur lot d’injonction et stigmatisation contemporaines. Alors que certains font face, d’autres font avec. De ce constat, chercheurs et associations tentent d’intégrer les “exclus” grâce à des démarches sociales participatives et de réflexivité collective qui feraient le lit de la démocratie alimentaire. Des collectifs poussent la réflexion plus loin en imaginant une forme d’institutionnalisation de l’alimentation et proposent de créer une Sécurité Sociale de l’Alimentation. C’est sous ce prisme que nous nous posons la question : *en quoi l’alimentation durable peut-elle être à la fois perçue comme une nouvelle forme de précarisation et une solution face à la précarité alimentaire ?*

Mots-clés : Alimentation durable ▲ Précarité ▲ Normes ▲ Démocratie alimentaire
▲ Sécurité Sociale de l’Alimentation ▲ Socio-anthropologie de l’alimentation

SUSTAINABLE FOOD : A SOCIAL ISSUE FOR PRECARIOUSNESS

After its "medicalisation", food is now evolving itowards a form of "sustainabilisation". Just as “dietary compliance”, we have now created the notion of “ecological compliance”, which measures individual acts in respect of the environment. Nowadays, sustainable food is a societal fact that cannot be ignored, regardless of our social category. Whether poor or not, everyone is concerned, but not in the same way. In the light of the global precariousness of our society-nature, new norms of behaviour towards sustainability are emerging, which are accompanied by their part of contemporary injunction and stigmatisation. While some people cope, others deal with it. From this observation, researchers and associations are trying to integrate the “excluded” through participative social approaches and collective reflexivity that would provide the basis for food democracy. Some groups are taking this further by imagining a form of institutionalisation of food and proposing the creation of a Social Security for Food. It is through this prism that we ask ourselves the question : *how can sustainable food be perceived as both a new form of precarity and a solution to food insecurity?*

Keywords : Sustainable food ▲ Precariousness ▲ Norms ▲ Food democracy ▲ Social security of food ▲ Socio-anthropology of food